



Rapport d'orientation budgétaire
2022

| | |
|---|-----------|
| Préambule | 4 |
| 1. Contexte général d'élaboration du budget primitif pour 2022 | 5 |
| 1.1. Contexte macroéconomique contraint par les crises | 5 |
| 1.1.1. Croissance économique..... | 5 |
| 1.1.2. Consommation des ménages | 6 |
| 1.1.3. Inflation..... | 6 |
| 1.1.4. Chômage..... | 7 |
| 1.1.5. Endettement et déficit public | 7 |
| 1.2. Le contexte financier des collectivités locales | 9 |
| 1.2.1. Les transferts financiers de l'Etat aux collectivités | 9 |
| 1.2.2. La réforme des indicateurs financiers et de péréquation | 10 |
| 1.2.3. La fiscalité | 10 |
| 2. Bilan 2021 | 13 |
| 2.1. Comptes administratifs pour 2021 | 13 |
| 2.1.1. Budget principal | 13 |
| 2.1.2. Budget annexe mobilité | 15 |
| 2.1.3. Budget annexe ateliers relais | 15 |
| 2.1.4. Budget annexe zones d'activités économiques..... | 15 |
| 2.1.5. Présentation consolidée (*)..... | 16 |
| 2.1.6. Budget annexe résidence autonomie | 16 |
| 2.2. Gestion de la dette | 17 |
| 2.2.1. Dette du budget principal | 17 |
| 2.2.2. Dette du budget annexe atelier relais | 18 |
| 2.2.3. Dette du budget annexe zones d'activités économiques..... | 18 |
| 2.3. Gestion du personnel..... | 18 |
| 2.3.1. Répartition des effectifs | 19 |
| 2.3.2. Rémunération (traitement indiciaire et régime indemnitaire) | 19 |
| 2.3.3. Composantes de la rémunération | 19 |
| 2.3.4. Evolution des emplois permanents | 21 |
| 2.3.5. Etat des lieux de la parité | 22 |
| 2.4. Investissements..... | 23 |
| 2.4.1. Budget principal | 23 |
| 2.4.2. Budget annexe – Résidence autonomie | 23 |

| | | |
|-----------|---|-----------|
| 2.4.3. | Budget annexe – Zones d’activités économiques | 24 |
| 2.4.4. | Budget annexe – Mobilité | 24 |
| 2.4.5. | Budget annexe – Ateliers relais | 24 |
| 3. | Prévisions 2022..... | 25 |
| 3.1. | Budget principal..... | 25 |
| 3.1.1. | Section de fonctionnement..... | 25 |
| 3.1.2. | Section d’investissement..... | 33 |
| 3.2. | Budget annexe résidence autonomie | 37 |
| 3.3. | Budget annexe zones d’activités économiques | 38 |
| 4. | Prospective budgétaire | 39 |
| 4.1 | Dépenses de fonctionnement..... | 39 |
| 4.2 | Recettes de fonctionnement..... | 40 |
| 4.3 | Investissement | 40 |

Préambule

Plusieurs formalités substantielles doivent précéder le vote des budgets primitifs des collectivités locales et de leurs établissements publics. Ainsi, l'article L.2321 du Code général des collectivités territoriales prévoit notamment que dans les communes (et les établissements publics de coopération intercommunale) de plus de 3 500 habitants, le maire présente à son conseil municipal, dans un délai de deux mois précédant l'examen du vote du budget primitif, un rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels ainsi que la structure de la gestion de la dette.

Par ailleurs, l'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2017 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) est venu compléter et renforcer cette obligation en précisant les modalités de forme (délibération spécifique), de transmission mais également le contenu du rapport d'orientation budgétaire :

- Evolutions prévisionnelles des dépenses et recettes des deux sections, en précisant les hypothèses retenues pour construire le projet de budget.
- Engagements pluriannuels notamment en matière de programmation des investissements.
- Structure et gestion de l'encours de la dette.
- Informations relatives aux éléments de rémunération du personnel (traitements indiciaires, régimes indemnitaires, NBI, heures supplémentaires rémunérées et avantages en nature).
- Durée effective du travail.
- Evolution prévisionnelle des effectifs.

Enfin, le II de l'article 13 de la loi n° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 apporte également certains compléments à ce débat en imposant que des précisions soient apportées concernant les évolutions :

- Des dépenses réelles de fonctionnement (en valeur).
- Des besoins de financement.

1. Contexte général d'élaboration du budget primitif pour 2022

1.1. Contexte macroéconomique contraint par les crises

Ce débat d'orientation budgétaire se place d'une part dans un contexte de crise sanitaire, économique et sociale inédit, et d'autre part dans une actualité géopolitique internationale susceptible de mettre en péril la reprise économique entamée.

La crise sanitaire a fragilisé la santé financière des collectivités et fait planer de nombreuses interrogations sur les intercommunalités, dont les recettes dépendent significativement de l'impôt économique. La guerre en Ukraine vient accentuer les tensions sur les marchés, au premier rang desquels celui des produits énergétiques.

Ce débat d'orientation budgétaire s'inscrit également dans le prolongement d'*Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, qui consacre le soutien à l'économie locale fragilisée par la crise, le renforcement des solidarités sociales et territoriales tout en préparant l'avenir en favorisant un développement durable du territoire.

1.1.1. Croissance économique

Après le repli généralisé du PIB à l'échelle mondiale, l'ensemble des grandes économies développées a retrouvé une croissance positive au cours de l'année 2021. Les plans de soutien budgétaire massifs ont largement contribué à atténuer les pertes de croissance. Ainsi, la croissance mondiale a rebondi à 5,9 % en 2021 (après -2,8% en 2020), puis ralentirait à 4,1 % en 2022.

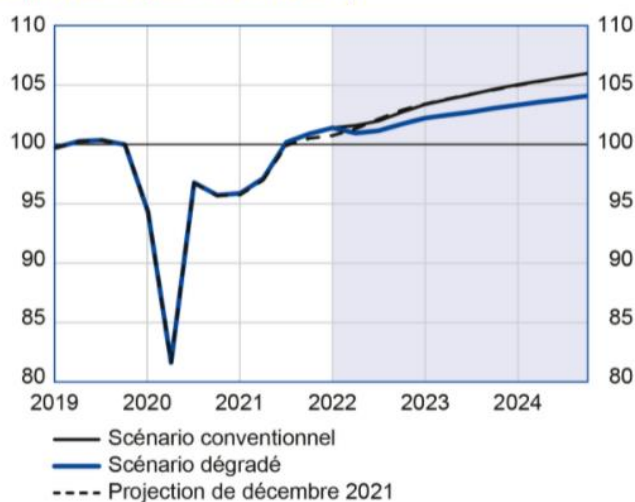
Dans ce contexte les banques centrales ont maintenu des conditions monétaires et financières accommodantes tout au long des trois premiers trimestres 2021, afin de soutenir la reprise. Mais les difficultés d'approvisionnement dans l'industrie, ou la remontée des prix de l'énergie ont constitué les principaux facteurs d'accélération de l'inflation.

En France, l'année 2021 a été marquée par le retour de la croissance, revenue quasiment à son niveau d'avant crise. Portée par la reprise des services impactés par la crise sanitaire, la consommation des ménages a progressé de + 5 % au troisième trimestre 2021, constituant ainsi le principal moteur de la croissance.

PREVISIONS DE CROISSANCE DU PIB POUR 2022-2025

Graphique 1 : Niveau du PIB réel

(volumes à prix chaînés, base 100 = T4 2019)



Sources : Insee jusqu'au quatrième trimestre 2021, projections Banque de France sur fond bleuté.

1.1.2. Consommation des ménages

Pour l'ensemble de l'économie française, entreprises, ménages et administrations publiques, les fortes hausses du prix du pétrole et du gaz naturel augmentent considérablement la facture énergétique, la France étant importatrice de ces matières premières.

Concernant les ménages, le choc d'inflation devrait peser transitoirement en 2022 sur le pouvoir d'achat par habitant après la forte hausse de 2021 (+ 2 % en moyenne annuelle). L'effet sera plus ou moins faible selon les mesures additionnelles que prendra le Gouvernement au-delà du bouclier tarifaire actuel.

Cette baisse limitée du pouvoir d'achat en 2022 devrait affecter partiellement la consommation. La consommation des ménages devrait progresser toutefois entre 4,3 % et 5,1 % en moyenne en 2022, selon les scénarii considérés. Mais ces chiffres en moyenne annuelle reflètent largement le rattrapage qui a eu lieu jusqu'à début 2022. A noter que les ménages considérés dans leur ensemble disposent d'un surplus d'épargne financière très important (175 milliards d'euros fin 2021) pour amortir ce choc. Mais cet amortissement pourrait être limité par le contexte d'incertitude qui encouragerait probablement à la retenue.

1.1.3. Inflation

L'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) a fortement baissé au cours de l'année 2020, de 1,5 % en début d'année à 0 % au mois de décembre, avant de regagner du terrain pour atteindre 3,4% en décembre 2021.

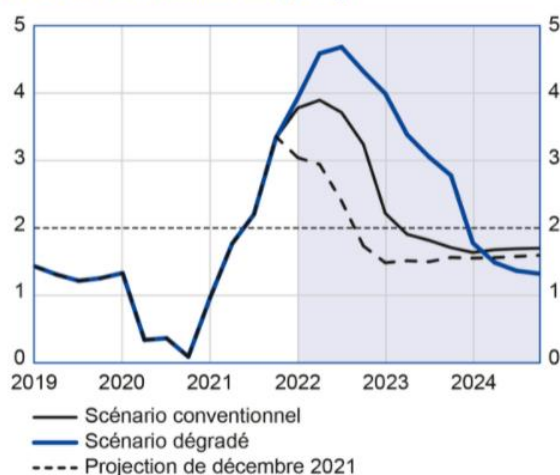
Cette variation provient pour une grande part des prix de l'énergie (pétrole), qui ont fortement chuté en 2020 sous l'effet des mesures de confinement, et se sont progressivement redressés dans un contexte de reprise économique mondiale (+ 18,6% en décembre 2021). Elle s'explique aussi par un rattrapage du prix des services affectés par la crise (+2,4% dans les secteurs de la restauration et de l'hébergement en décembre 2021), et dans une moindre mesure de l'alimentation.

Bien que les prévisions tablent jusqu'en début de cette année sur son caractère provisoire, les dernières données de l'Insee font état d'une augmentation de 3,3% en janvier 2022, après 3,4% en décembre. L'évolution de la situation internationale récente, à même d'influer sur le cours de l'énergie, sera à suivre dans les prochains mois.

PREVISIONS DE L'INFLATION

Graphique 3 : IPCH total

(glissement annuel de séries trimestrielles, en%)



Sources : Insee jusqu'au quatrième trimestre 2021, projections Banque de France sur fond bleuté.

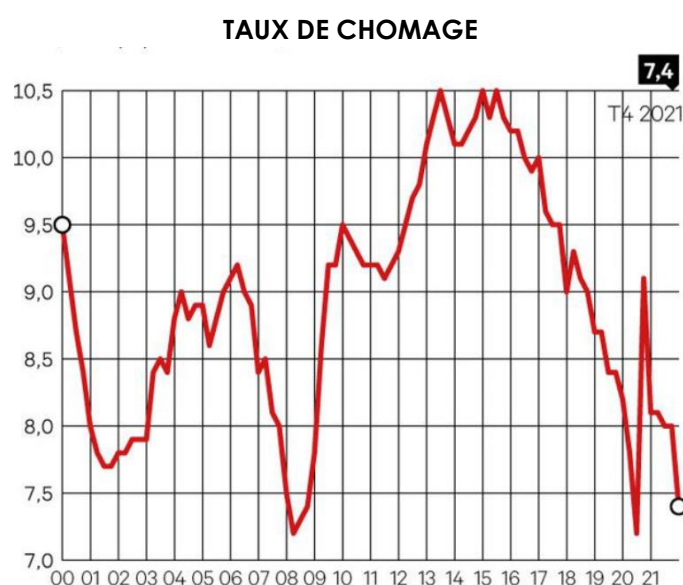
1.1.4. Chômage

Le taux de chômage en France s'établit à 7,6 % au quatrième trimestre 2021, contre 8,9 % au troisième trimestre 2020, ressortant ainsi à un niveau plus bas qu'avant la crise. Selon l'Insee, après avoir reculé de 0,3 point en moyenne en 2020 sous l'effet de la crise sanitaire, le taux d'emploi des 15-64 ans augmente nettement : +1,2 point en moyenne sur l'année 2021. Néanmoins, on constate des disparités entre secteurs, notamment l'emploi dans l'industrie qui reste en deçà de son niveau de 2019.

Cette évolution serait due tant à la hausse de la population active (il y aurait eu un peu moins d'actifs sur le marché du travail) qu'à la création d'emplois (plus dynamique qu'anticipé, tirée par les contrats courts et l'intérim en fin d'année). Toutefois, le retour à la normale du marché du travail s'est accompagné également du retour des difficultés en termes de recrutement, principalement par un problème d'appariement entre offre et demande de travail.

Ce phénomène a été accru par la particularité de la crise sanitaire qui a entraîné :

- Une interruption soudaine des activités économiques.
- Une rétention de la main d'œuvre par des dispositifs de chômage partiel.
- Des difficultés de remobilisation de la main d'œuvre.



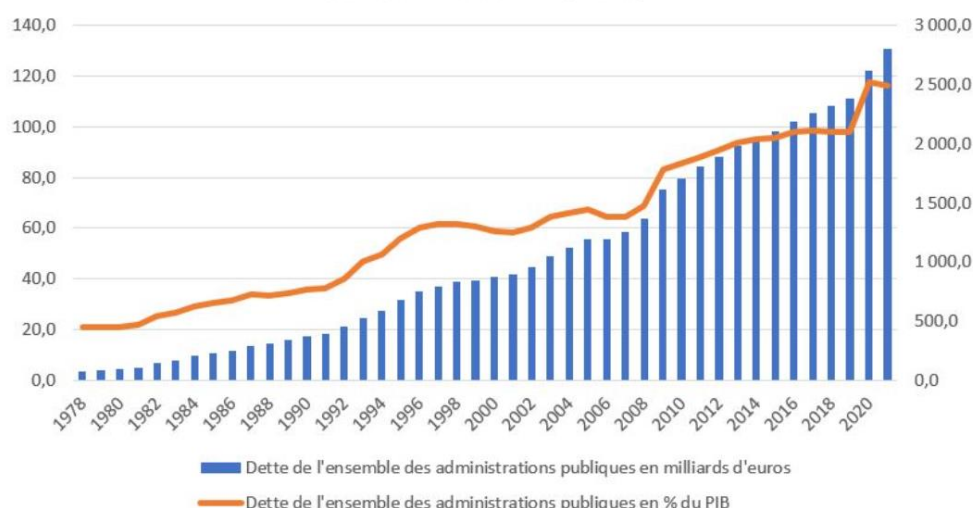
1.1.5. Endettement et déficit public

Les finances publiques ont été fortement affectées par la crise économique et sanitaire liée à l'épidémie de Covid-19, à la fois sous l'effet de la dégradation de l'économie mais également des mesures de soutien (subventions, baisses d'impôts).

Les finances publiques devraient progressivement revenir à des trajectoires relativement durables à partir de 2022. Ainsi, le déficit public français s'établirait à 4,8 % du PIB en 2022, après 9,2 % en 2020 et 8,4 % en 2021. Les dépenses publiques demeureront cependant à un niveau élevé, de l'ordre de 55,6 % du PIB (contre 53,8 % avant crise), accru notamment par le plan « France 2030 » annoncé le 12 octobre dernier, pour un montant de 30 milliards d'euros.

Enfin, l'endettement public français évalué à 115,6 % du PIB en 2021, devrait commencer une lente décade à 114 % en 2022, sous l'effet de la croissance. Toutefois, l'assainissement des comptes publics reste essentiellement conditionné à la reprise de la consommation des ménages, principal moteur de la croissance économique, que pourraient remettre en cause tant la hausse de l'inflation qu'un ralentissement du marché du travail.

Evolution de la dette publique



PRINCIPAUX AGREGATS ECONOMIQUES 2019-2022

(source : projet de loi de finances pour 2022)

| | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|--|--------|--------|--------|--------|
| Taux de croissance en France (en % du PIB) | +1,5% | -7,9% | +7,0% | +4% |
| Taux d'inflation en France (hors tabac) | 1,1% | 0,5% | 1,6% | 1,6% |
| Déficit des administrations publiques | -3,1% | -9,1% | -8,4% | -4,8% |
| Dette publique (en % du PIB) | 98,10% | 115,0% | 115,6% | 114,0% |
| Taux de prélèvements obligatoires | 43,8% | 44,5% | 43,7% | 43,5% |
| Part des dépenses publiques (% du PIB) | 53,8% | 60,8% | 59,9% | 55,6% |

Il ressort de tout ce qui précède, qu'en dépit d'une apparente embellie en 2021, la croissance reste largement incertaine sur les prochaines années, entre reprise de l'inflation, tensions sur le marché des matières premières et de l'énergie, et instabilité internationale. Bien plus, la remontée des taux d'intérêt, au plus bas depuis plusieurs années, si elle s'avérait durable, risquerait de mettre en péril les finances publiques, par une explosion de la charge de la dette.

Face à cette situation, il n'est pas exclu que les collectivités locales soient, une fois encore, mises à contribution, dans le cadre d'un nouveau pacte de stabilité ou dispositif similaire. On peut ainsi s'interroger sur la pérennité des compensations fiscales décidées par l'Etat, le niveau des dotations servies, et le possible encadrement des dépenses des collectivités...

Dans ce contexte, les projections pluriannuelles financières des collectivités locales sont pour le moins incertaines.

1.2. Le contexte financier des collectivités locales

La loi de finances pour 2022, publiée le 31 décembre 2021 est marquée par la continuité du plan de relance de l'économie et les ajustements des réformes fiscales des années précédentes (baisse des impôts dits « de production » et suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales).

A cette loi de finances est adossée la deuxième loi de finances rectificative, adoptée en décembre 2020, destinée à financer « l'indemnité inflation » de 100 € pour soutenir les ménages face à la hausse des prix, en particulier de l'énergie, et le complément au « chèque énergie » à destination des ménages modestes, avec une enveloppe de 3,8 milliards d'euros. Cette loi de finances rectificative prévoit également des redéploiements au sein de l'enveloppe de 100 milliards d'euros du plan France Relance, notamment pour soutenir le programme écologie, l'extension du dispositif « territoires d'industrie » et la prolongation de la prime à l'embauche des jeunes et apprentis.

1.2.1. Les transferts financiers de l'Etat aux collectivités

Les transferts financiers de l'Etat regroupent trois composantes principales :

- L'enveloppe normée (missions prélèvements sur recettes - PSR - et relations avec les collectivités territoriales - RCT -, à l'exclusion du FCTVA), au sein de laquelle figure la DGF.
- Des concours financiers non plafonnés (FCTVA, TVA, dégrèvements législatifs d'impôts locaux...).
- La fiscalité transférée de l'Etat, et le financement de la formation professionnelle et de l'apprentissage.

L'enveloppe normée

Le dynamisme des concours financiers au sein de l'enveloppe normée est plafonné par l'application de minorations des variables d'ajustement ; pour 2022, la minoration (- 50 millions d'euros) s'applique aux seules régions, le bloc communal est épargné.

La DGF est maintenue par rapport à 2021 à 26,798 milliards d'euros, dont 18,3 milliards d'euros pour le bloc communal, stable à périmètre constant. Notons la progression des dotations de péréquation communales (DSU et DSR, + 95 millions d'euros chacune), et de la dotation d'intercommunalité (+ 30 millions d'euros, soit + 1,8 %). Ces progressions sont entièrement financées depuis 2018 par les écrêtements internes à la DGF (dotation forfaitaire des communes à potentiel fiscal élevé et dotation de compensation des intercommunalités). La conséquence est d'alléger la ponction faite sur les variables d'ajustement mais cela augmente d'autant l'écrêtement des dotations forfaitaires des communes et des départements et de la dotation de compensation des intercommunalités.

Ainsi, l'écrêtement de la dotation de compensation des intercommunalités sera de 95 millions d'euros en 2022, soit - 1,97 %, pour financer les emplois internes à la DGF (hausse de la population, renforcement de la péréquation, communes nouvelles, dotation d'intercommunalité...).

La dotation de compensation d'exonérations fiscales est en forte hausse pour 2022, à 581 millions d'euros (+ 7,6 %, soit 41 millions d'euros), du fait du dynamisme des exonérations de CFE des entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 5.000€.

La compensation de la baisse de 50 % des valeurs locatives des locaux industriels, en matière de TFB et de CFE (plan de relance, diminution des impôts de production) est, elle aussi, en augmentation, à hauteur de 3,642 milliards d'euros, soit une hausse de + 10,7 % (352 millions d'euros supplémentaires).

Les dotations de soutien à l'investissement

Principal concours financier de la mission RCT, la DETR s'élève à 1,046 milliard d'euros, stable par rapport à 2021. La DSIL de droit commun est exceptionnellement abondée de 303 millions d'euros en 2022 (redéploiement de fonds européens non affectés) afin de financer les contrats de relance et de transition écologique (CRTE), pour un total de 873 millions d'euros. La dotation politique de la ville demeure stable, à 150 millions d'euros.

Le changement majeur intervenu en loi de finances concerne la notification des dotations d'investissement : la loi de finances précise ainsi qu'à compter du 1^{er} janvier 2023, les subventions de la DETR, de la DPV, de la DSIL et de la DSID devront être notifiées pour au moins 80 % du montant des crédits répartis pour l'exercice en cours, durant le premier semestre de l'année civile.

Le Fonds de compensation de la TVA

Les crédits affectés au FCTVA reculent pour 2022, notamment en raison de la cyclicité des dépenses d'investissement des collectivités : 6,5 milliards d'euros, -0,7 % (46 millions d'euros). La réforme du fonds engagée en 2021 (automatisation et ajustement des dépenses éligibles) est poursuivie pour les collectivités ayant souscrit au plan de relance 2009/2010 (régime de versement à n+1). Les impacts de cette réforme sur le territoire de L'agglo Foix-Varilhes seront précisés en troisième partie.

1.2.2. La réforme des indicateurs financiers et de péréquation

L'article 194 de la loi de finances pour 2022 poursuit le travail de réforme des indicateurs financiers entamée en 2021. La dernière loi de finances tirait les conséquences de la réforme de la fiscalité locale, à savoir la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales, mais aussi la réduction par deux des valeurs locatives des locaux industriels. Cette modification du panier de ressources des collectivités rendait nécessaire une adaptation des indicateurs financiers (potentiel fiscal et financier, effort fiscal, coefficient d'intégration fiscale) utilisés dans le calcul des dotations et des fonds de péréquation.

- Concernant le potentiel fiscal

Pour les intercommunalités, le potentiel fiscal intègre la taxe d'habitation, la nouvelle fraction de TVA, la compensation des intercommunalités contributrices au FNGIR subissant une perte de base de CFE.

Le périmètre du potentiel fiscal et du potentiel financier des communes est élargi et intègre des ressources complémentaires : taxe sur les pylônes, taxe locale sur la publicité extérieure, majoration sur les résidences secondaires, droits de mutation à titre onéreux, compensation des communes contributrices au FNGIR subissant une perte de base de CFE.

- Concernant l'effort fiscal

Les paramètres de calcul de l'effort fiscal, indicateur conçu pour mesurer la pression fiscale qu'une collectivité fait peser sur ses ménages, évoluent également. La réforme vise à recentrer l'effort fiscal sur la mesure des ressources fiscales mobilisées par une commune par rapport aux ressources fiscales qu'elle peut mobiliser. Limiter la notion d'effort fiscal des communes aux seuls produits communaux vient remettre en cause la notion même d'effort fiscal.

Ces indicateurs financiers rénovés seront utilisés pour la première fois en 2022. Toutefois, ils ne produiront aucun effet en 2022 dans la mesure où une fraction de correction fixée à 100 % permettra de neutraliser complètement les effets de la prise en compte du nouveau panier de ressources. À compter de 2023, la fraction de correction sera dégressive et permettra de lisser jusqu'en 2028 les effets des réformes fiscales sur les indicateurs financiers.

1.2.3. La fiscalité

Majoration forfaitaire annuelle

Le taux de variation des valeurs locatives des locaux au titre de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, des taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties et de la cotisation foncière des entreprises (hors locaux professionnels), retenu en loi de finances, est de + 3,4 %. Basé sur l'indice des prix à la consommation harmonisé constaté en novembre 2021 sur 12 mois glissants, le coefficient vient acter dans l'évolution des bases fiscales le niveau élevé d'inflation courant 2021.

Demeurent en dehors de ce dispositif de majoration les locaux professionnels révisés (évolution selon les loyers moyens pratiqués sur le département), mais également un certain nombre d'autres impositions locales (impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux, taxe sur les surfaces commerciales, base minimum de CFE...), évoluant selon l'indice des prix à la consommation prévisionnel (1,5 %).

Compensation des exonérations de TFB de longue durée pour les nouveaux logements sociaux

Suite à la suppression de la taxe d'habitation, les retombées fiscales de la construction de logements sociaux pour les communes sont quasi-nulles, en raison d'exonérations de taxe foncière pour 15 ans, 20 ans voire 25 ans. La compensation d'exonération, du fait de minoration successive, est devenue dérisoire pour les collectivités (17 millions d'euros pour une perte de produit fiscal de 502 millions d'euros, soit de l'ordre de 3 %), freinant d'autant la production de logements sociaux.

Une compensation intégrale, sans gel de taux de TFB, mais limitée aux dix premières années, est accordée au titre des nouveaux logements agréés entre le 1^{er} janvier 2021 et le 30 juin 2026.

Compte-tenu des délais de mise en chantier et de construction, les premiers versements n'interviendront que dans quelques années.

A noter également que l'exonération de 20 ans de TFB dont bénéficient les logements locatifs intermédiaires détenus par des investisseurs institutionnels, actuellement à la charge des budgets locaux, est remplacée par un crédit d'impôt sur les sociétés d'égal montant et pour la même durée, à la charge de l'Etat.

Ajustements suite à la réforme de la taxe d'habitation

La suppression de la taxe d'habitation des résidences principales, et son remplacement par une fraction de TVA nationale a été réalisée en 2021 à produit constant, en considération des bases 2020, des taux 2017, des compensations d'exonération versées en 2020 et de la moyenne des rôles supplémentaires émis de 2018 à 2020. Or, les contraintes sanitaires instituées courant 2020 ont perturbé le fonctionnement normal de la DGFIP, retardant d'autant les travaux de vérification et l'homologation des rôles supplémentaires. La loi de finances vient ainsi intégrer dans le volume fiscal compensé le montant des rôles supplémentaires émis jusqu'au 15 novembre 2021 au titre de l'année 2020.

La loi de finances pour 2022 introduit deux exceptions au mécanisme de remise à la charge des communes et des intercommunalités des hausses de taux votées en 2018 et 2019 : les hausses suite à recommandations des chambres régionales des comptes ou décisions préfectorales dans le cadre d'une procédure de redressement, et la conclusion de pactes financiers et fiscaux au sein d'un ensemble intercommunal, visant à rééquilibrer les taux communes / intercommunalité sans augmentation de la pression fiscale globale.

Reversements de la taxe d'aménagement entre communes et intercommunalité

Cette taxe s'applique à toutes les opérations soumises à autorisation d'urbanisme (constructions, extensions...), afin de permettre le financement des équipements publics (réseaux, voiries) communaux et intercommunaux rendus nécessaires par le développement urbain, et dont vont bénéficier les futures constructions.

L'institution de la taxe d'aménagement est liée à la compétence urbanisme et droit des sols. Elle est ainsi instituée de plein droit dans les communes disposant d'un plan local d'urbanisme, mais également dans les communautés de communes et d'agglomération compétentes en lieu et place des communes membres.

Lorsque la taxe d'aménagement est instituée par l'intercommunalité, tout ou partie de la taxe doit être reversée aux communes, selon la charge des équipements publics et assimilés assumées par chaque collectivité concernée, en lien avec leurs compétences respectives.

La loi de finances pour 2022 impose désormais également la réciproque, à savoir le reversement à l'intercommunalité d'une fraction de la taxe perçue par les communes. Les conditions de ce reversement sont fixées par délibérations concordantes.

Sur le territoire de L'agglo Foix-Varilhes, la taxe d'aménagement est à ce jour instituée sur une partie des communes membres, qui en perçoivent le montant global. Une réflexion devra être engagée en 2022 pour déterminer les règles de répartition du produit fiscal.

Evolution de la fraction de TVA dévolue aux intercommunalités

En matière de TVA, venue en remplacement de la taxe d'habitation pour les intercommunalités à compter de 2021, le projet de loi de finances table sur une hausse de 5,9 % de son montant pour 2022, selon les prévisions de croissance. Les incertitudes mentionnées en première partie pourront conduire à la prudence sur les montants définitivement affectés.

Création d'une taxe spéciale d'équipement pour financer le grand projet ferroviaire du sud-ouest (GPSO)

Le GPSO regroupe la création de deux lignes à grande vitesse, celle de Toulouse à Bordeaux et celle de Bordeaux à l'Espagne. Le montant total de l'opération est estimé à 14 milliards d'euros, dont 6,6 milliards d'euros pour la seule ligne Toulouse - Bordeaux et 2,8 milliards d'euros pour les aménagements ferroviaires autour de ces deux villes. L'Etat (40 %) et les fonds européens (20 %) participent au bouclage financier, en complément des collectivités locales (40 %).

Une partie du financement de ce projet (part collectivités) est assurée par la création de cette taxe spéciale d'équipement, au profit de l'établissement public local intitulé Société du grand projet sud-ouest. Cette taxe vient s'ajouter aux impositions existantes de taxe d'habitation, de taxes foncières et de contribution foncière des entreprises. Sont concernés les contribuables situés dans les territoires se trouvant à moins de 60 minutes en voiture d'une gare desservie par au moins une de ces deux lignes à grande vitesse, ce qui est le cas de L'agglo Foix-Varilhes.

La taxe spéciale d'équipement sera instituée à compter de l'année suivant la création de l'établissement public GPSO (en principe 2023). Elle sera complétée dans un prochain texte financier par une taxe sur les locaux à usage de bureaux, suivant des modalités proches de celles retenues en Île-de-France.

En complément de cette participation fiscale, les collectivités concernées sont appelées à participer financièrement à l'équilibre de l'opération, via une contribution financière, à partir de 2023 et pour une durée de 40 ans. Pour L'agglo Foix-Varilhes, le montant estimatif communiqué s'élève à 60.000 € par an.

2. Bilan 2021

2.1. Comptes administratifs pour 2021

2.1.1. Budget principal

Résultat pour 2021 du budget principal

| | Section de fonctionnement | Section d'investissement (hors RAR) | Compte administratif | Restes à réaliser (RAR) |
|------------------------------|---------------------------|-------------------------------------|----------------------|-------------------------|
| Recettes de l'exercice | 26.929.206,16 | 2.612.538,89 | 29.541.745,05 | 2.398.992,83 |
| - Dépenses de l'exercice | 25.109.598,84 | 5.327.533,95 | 30.437.132,79 | 944.370,02 |
| = Résultat de l'exercice | 1.819.607,32 | -2.714.995,06 | -895.387,74 | 1.454.622,81 |
| +/- résultat reporté | 4.528.117,77 | -1.256.615,49 | 3.271.502,28 | 0,00 |
| + affectation du résultat | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| = Résultat de clôture | 6.347.725,09 | -3.971.610,55 | 2.376.114,54 | 1.454.622,81 |

Chaîne de l'épargne 2021

| | 2021 |
|---|---------------------|
| Recettes d'exploitation | 26 182 083,21 |
| - Dépenses d'exploitation | 23 274 569,11 |
| = Résultat d'exploitation | 2 907 514,10 |
| + Résultat financier (hors dette) | 0,00 |
| + Résultat exceptionnel | - 63 878,94 |
| = Epargne de gestion | 2 843 635,16 |
| - Remboursement des intérêts des emprunts | 177 561,09 |
| = Epargne brute | 2 666 074,07 |
| - Remboursement du capital de la dette | 546 588,18 |
| = Epargne nette | 2 119 485,89 |

Financement des investissements 2021

| | Compte administratif | Restes à réaliser (RAR) | TOTAL |
|------------------------------------|----------------------|-------------------------|---------------------|
| Dépenses d'équipement | 4 172 105,58 | 944 370,02 | 5 116 475,60 |
| - Epargne nette | 2 119 485,89 | 0,00 | 2 119 485,89 |
| - FCTVA | 479 236,92 | 0,00 | 479 236,92 |
| - Subventions | 671 833,31 | 2 398 992,83 | 3 070 826,14 |
| - Cessions | 85 400,00 | 0,00 | 85 400,00 |
| - Emprunt | 6 161,72 | 0,00 | 6 161,72 |
| = Besoin de financement | 809 987,74 | - 1 454 622,81 | - 644 635,07 |
| Fonds de roulement au 01/01 | 3 271 502,28 | | |
| Fonds de roulement au 31/12 | 2 461 514,54 | | |

Structure du budget 2021

| DEPENSES | | RECETTES |
|--|--|--|
| Dépenses de gestion : 2 594 K€ | SECTION DE FONCTIONNEMENT 26 322 K€ | Recettes de gestion : 2 030 K€ |
| Dépenses de personnel 7 482 K€ | | Fiscalité 16 579 K€ |
| Reversements de fiscalité 3 456 K€ | | Dotations et compensations 7 334 K€ |
| Contributions et subventions 9 946 K€ | | Recettes except. : 379 K€ |
| Intérêts : 178 K€ | | |
| Autofinancement : 2 666 K€ | | |
| Dépenses d'équipement 4 172 K€ | SECTION D'INVESTISSEMENT 4 719 K€ | Autofinancement : 2 666 K€ |
| Capital de la dette : 547 K€ | | Dotations et subventions : 1 151 K€ |
| | | Emprunt : 6 K€ |
| | | Besoin de financement : 810 K€ |

Les effets de la crise sanitaire se sont poursuivis en 2021, avec notamment la prise en compte du dégrèvement de CFE décidé en 2020 (environ 33.000€), et le paiement du solde des aides exceptionnelles ; sur ce dernier point, le montant estimé initialement (344.500€) a été réduit à 205.024€, en raison de la sous-consommation du fonds L'OCCAL, et réaffecté aux aides à l'immobilier d'entreprises (AP/CP).

En revanche, la fermeture du centre aquatique au premier semestre de l'année a également durement impacté le résultat de ce service : recettes des usagers plus que divisées par deux (153.000€ au lieu de 366.000€ en moyenne annuelle avant la crise). Il en est de même, mais dans une moindre mesure, pour les accueils du jeune enfant.

2.1.2. Budget annexe mobilité

Ce budget retrace les opérations réalisées par les services « navette urbaine » et « transport à la demande ».

| | Section de fonctionnement | Section d'investissement (hors RAR) | Compte administratif | Restes à réaliser (RAR) |
|------------------------------|---------------------------|-------------------------------------|----------------------|-------------------------|
| Recettes de l'exercice | 301.759,99 | 0,00 | 301.759,99 | 0,00 |
| - Dépenses de l'exercice | 320.142,44 | 0,00 | 320.142,44 | 0,00 |
| = Résultat de l'exercice | -18.382,45 | 0,00 | -18.382,45 | 0,00 |
| +/- résultat reporté | 21.629,75 | 0,00 | 21.629,75 | 0,00 |
| + affectation du résultat | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| = Résultat de clôture | 3.247,30 | 0,00 | 3.247,30 | 0,00 |

2.1.3. Budget annexe ateliers relais

Ce budget retrace principalement les opérations de crédit-bail consenties par L'agglo pour faciliter les implantations d'entreprises.

| | Section de fonctionnement | Section d'investissement (hors RAR) | Compte administratif | Restes à réaliser (RAR) |
|------------------------------|---------------------------|-------------------------------------|----------------------|-------------------------|
| Recettes de l'exercice | 33.899,65 | 60.605,02 | 94.504,67 | 0,00 |
| - Dépenses de l'exercice | 34.366,65 | 44.408,15 | 78.774,80 | 0,00 |
| = Résultat de l'exercice | -467,00 | 16.196,87 | 15.729,87 | 0,00 |
| +/- résultat reporté | 1.234,80 | -16.051,88 | -14.817,08 | 0,00 |
| + affectation du résultat | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| = Résultat de clôture | 767,80 | 144,99 | 912,79 | 0,00 |

En 2020 le résultat faisait apparaître un déficit d'investissement dans la mesure où, pour accompagner l'entreprise Marion technologie, L'agglo a consenti, par avenant, un étalement des loyers dus au titre de l'exercice 2020.

Ainsi, si un report de paiement donne lieu à rattachement des recettes en section de fonctionnement, il n'est constaté qu'en restes à réaliser au titre de la section d'investissement. Or dans le cadre d'un crédit-bail une part des loyers est appelée en couverture des intérêts (section de fonctionnement) et le solde vient couvrir le remboursement du capital de la dette (section d'investissement). Le versement en 2021 des loyers dus au titre de 2020 vient donc couvrir le déficit reporté, le budget demeurant ainsi équilibré (excédent de clôture de 912,79€).

2.1.4. Budget annexe zones d'activités économiques

Ce budget retrace les opérations d'aménagement et de commercialisation de toutes les zones d'activités économiques de L'agglo. Il a pour vocation de suivre la valeur du stock comptable des terrains des zones. Celle-ci est valorisée à hauteur de 2.571.000€ à la clôture 2021.

L'année 2021 voit la fin de l'extension de la zone Escoubétou 2, avec 30.000€ d'études et travaux. A également été poursuivi l'aménagement de la zone de Joulieu 2 (403.000€, dont l'achèvement est prévu en 2022).

Trois terrains ont été cédés sur les zones d'Escoubétou 2, Pélissou et Joulieu, pour un montant total de 698.000€. Enfin, un premier acompte au titre de la DETR 2020 (Joulieu 2) a été perçu pour 85.000€, ainsi que le solde de DETR 2019 au titre de la zone Escoubétou 2 (334.000€).

| | Section de fonctionnement | Section d'investissement (hors RAR) | Compte administratif | Restes à réaliser (RAR) |
|------------------------------|---------------------------|-------------------------------------|----------------------|-------------------------|
| Recettes de l'exercice | 3.704.161,50 | 2.818.377,70 | 6.522.539,20 | 229.744,00 |
| - Dépenses de l'exercice | 3.284.496,54 | 2.744.779,22 | 6.029.275,76 | 25.885,95 |
| = Résultat de l'exercice | 419.664,96 | 73.598,48 | 493.263,44 | 203.858,05 |
| +/- résultat reporté | 0,00 | -1.276.275,89 | -1.276.275,89 | 0,00 |
| + affectation du résultat | 0,00 | 168.314,00 | 168.314,00 | 0,00 |
| = Résultat de clôture | 419.664,96 | -1.034.363,41 | -614.698,45 | 203.858,05 |

2.1.5. Présentation consolidée (*)

Les budgets annexes ayant vocation à être équilibrés, le résultat consolidé devrait être proche du résultat du budget principal. Toutefois, le budget annexe des zones d'activités économiques ne suit pas cette logique d'équilibre annuel. En effet, pour ce budget dit de « lotissement », l'équilibre n'intervient qu'à l'issue des opérations de commercialisation.

Ainsi, en phase d'aménagement de zones (Pélissou 2...), le résultat consolidé est diminué du stock de terrains aménagés ou à aménager :

| | Section de fonctionnement | Section d'investissement (hors RAR) | Compte administratif | Restes à réaliser (RAR) |
|------------------------------|---------------------------|-------------------------------------|----------------------|-------------------------|
| Recettes de l'exercice | 28.398.018,30 | 2.673.143,91 | 31.071.162,21 | 2.628.736,83 |
| - Dépenses de l'exercice | 25.930.226,77 | 5.545.712,32 | 31.475.939,09 | 970.255,97 |
| = Résultat de l'exercice | 2.467.791,53 | -2.872.568,41 | -404.776,88 | 1.658.480,86 |
| +/- résultat reporté | 4.550.982,32 | -2.548.943,26 | 2.002.039,06 | 0,00 |
| + affectation du résultat | 0,00 | 168.314,00 | 168.314,00 | 0,00 |
| = Résultat de clôture | 7.018.773,85 | -5.253.197,67 | 1.765.576,18 | 1.658.480,86 |

(*) pour des questions de lisibilité, le budget annexe résidence autonomie, doté d'une nomenclature comptable spécifique, n'est pas intégré dans la présentation consolidée (cf ci-dessous).

Ce qui impose au budget principal de maintenir un niveau de fonds de roulement d'environ 2 millions d'euros, qui permettra de disposer de la trésorerie nécessaire pour assurer le paiement des salaires et charges (693.000€ / mois) mais également le préfinancement des travaux.

2.1.6. Budget annexe résidence autonomie

La résidence autonomie de L'agglomération à Varilhes est considérée comme un établissement médico-social. Elle est donc individualisée sur un budget annexe.

Ce budget a, à l'instar des autres budgets annexes, vocation à s'équilibrer en dépenses et en recettes, ce qui est globalement le cas (déficit global de 7.157,80€, hors restes à réaliser, soit 1,25% des recettes de fonctionnement).

Les travaux d'investissement pour la réfection des salles de bain n'ont donné lieu à la réalisation que de deux salles de bain pour l'heure (les autres seront réhabilitées entre 2022 et 2023) mais ont déjà reçu une aide de la Carsat et de l'Etat au titre de la DSIL pour 2020 (restes à réaliser).

| | Section de fonctionnement | Section d'investissement (hors RAR) | Compte administratif | Restes à réaliser (RAR) |
|------------------------------|---------------------------|-------------------------------------|----------------------|-------------------------|
| Recettes de l'exercice | 525.921,26 | 59.777,88 | 585.699,14 | 282.622,00 |
| - Dépenses de l'exercice | 537.715,71 | 97.736,28 | 635.451,99 | 25.741,56 |
| = Résultat de l'exercice | -11.794,45 | -37.958,40 | -49.752,85 | 256.880,44 |
| +/- résultat reporté | 47.711,41 | -5.116,36 | 42.595,05 | 0,00 |
| + affectation du résultat | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| = Résultat de clôture | 35.916,96 | -43.074,76 | -7.157,80 | 256.880,44 |

2.2. Gestion de la dette

Pour la première fois depuis sa création, L'agglo a eu recours, en 2019, à un emprunt de 1.000.000€ pour assurer le préfinancement des travaux d'aménagement de la zone d'activités économiques Escoubétou 2.

En 2020, un emprunt de 600.000 € a été contracté sur le budget principal pour assurer le financement du pôle jeunesse collaboratif de Foix.

Pour autant, compte tenu des remboursements intervenus au cours des 4 dernières années, le stock de la dette a été réduit à 6.253.000€ et le montant des annuités a diminué jusqu'à près de 940.000€.

| en K€ | 2020 | | | 2021 | | | 2022 | | |
|--------------------|--------------|-------------|--------------|--------------|---------------|--------------|--------------|---------|------------|
| | CRD 01/01 | Emprunt | Annuité | CRD 01/01 | Emprunt | Annuité | CRD 01/01 | Emprunt | Annuité |
| Budget principal | 5.112 | 600 | 710 | 5.207 | 0 | 732 | 4.660 | | 720 |
| BA ateliers relais | 507 | 0 | 64 | 464 | 0 | 64 | 420 | | 64 |
| BA ZAE | 1.517 | 0 | 191 | 1.347 | 0 | 191 | 1.173 | | 156 |
| TOTAL | 7.136 | 600 | 965 | 7.018 | 0 | 987 | 6.253 | | 940 |
| Evolution | 0,8% | 5,0% | -1,7% | 2,3% | -10,9% | -4,8% | | | |

2.2.1. Dette du budget principal

Amortissement de la dette « ancienne »

| | CRD au 01/01 | Emprunt | Capital | intérêts | Annuité |
|-------------|------------------|---------|----------------|----------------|----------------|
| 2020 | 5.112.173 | 600.000 | 505.527 | 204.103 | 709.630 |
| 2021 | 5.206.645 | | 546.588 | 185.371 | 731.960 |
| 2022 | 4.660.057 | | 555.538 | 164.659 | 720.197 |
| 2023 | 4.104.520 | | 522.218 | 143.445 | 665.663 |
| 2024 | 3.582.302 | | 533.169 | 123.882 | 657.051 |
| 2025 | 3.049.132 | | 544.570 | 103.798 | 648.368 |
| 2026 | 2.504.562 | | 526.015 | 83.279 | 609.294 |

La dette de L'agglo est extrêmement sécurisée puisque adossée intégralement à des taux fixes non révisables.

Au 31 décembre 2021, le stock de dette est de 4.660.057€. Ainsi, au regard de l'épargne brute dégagée en 2021, on peut déduire une capacité de désendettement (= encours de dette / épargne brute) de 1,7 ans, soit bien en-deçà du seuil d'alerte. Pour comparaison, ce même ratio s'élevait à six années lors de l'exercice précédent, une fois retraités les effets ponctuels de la crise sanitaire.

Il convient toutefois de noter que l'évolution récente de la capacité de désendettement est due en bonne partie à la forte hausse de l'épargne brute en 2021, sous l'effet du rattrapage de recettes fiscales (produits de CVAE et rôles supplémentaires de CFE). Comme indiqué plus haut, une attention particulière devra être portée à l'évolution des ressources fiscales de L'agglo.

Il paraît également utile de relever que, sur la durée du projet de territoire (2021-2026) le montant des annuités de la dette ancienne va être réduit d'environ 123.000 €, et que quatre emprunts souscrits vont arriver à échéance (cinq autres entre 2027 et 2028), accroissant par là-même la capacité d'emprunt de L'agglo sur les prochaines années.

2.2.2. Dette du budget annexe atelier relais

Capital restant dû au 31 décembre 2021

| Emprunteur | CRD au 31/12/2021 | Taux d'intérêts moyen | Durée résiduelle moyenne |
|-----------------------|-------------------|-----------------------|--------------------------|
| CC Canton de Varilhes | 419.701,52 | 4,31% | 7 années |
| TOTAL | 419.701,52 | 4,31% | 7 années |

Le budget atelier relais ne compte qu'un seul et unique emprunt contracté pour financer le bâtiment qui a fait l'objet d'un crédit-bail immobilier avec la société Marion Technologie.

Cet emprunt est donc remboursé chaque année à l'euro - l'euro par la société Marion Technologie.

2.2.3. Dette du budget annexe zones d'activités économiques

Capital restant dû au 31 décembre 2021

| Emprunteur | CRD au 31/12/2021 | Taux d'intérêts moyen | Durée résiduelle moyenne |
|-----------------------|---------------------|-----------------------|--------------------------|
| CC Canton de Varilhes | 315.291,13 | 2,24% | 4 années |
| L'agglo Foix-Varilhes | 857.812,37 | 0,83% | 13 années |
| TOTAL | 1.173.103,50 | 1,21% | 11 années |

Sur le budget annexe des zones d'activités économiques, il convient de noter que le coût de remboursement des intérêts de la dette est, à l'instar des acquisitions foncières, études et autres travaux, valorisé et pris en compte dans la valeur du stock comptable des terrains aménagés ou à aménager.

En 2019, un emprunt d'un million d'euros a été contracté sur 15 ans au taux de 0,83 % par an pour assurer le préfinancement des travaux de la zone d'activités économiques Escoubétou 2.

Compte tenu du faible coût de cet emprunt, il pourra être utile de ne pas procéder à son remboursement anticipé et d'utiliser les ressources issues des prochaines cessions pour financer les travaux à venir.

2.3. Gestion du personnel

Le décret n° 2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientation budgétaire précise que le rapport comporte, en matière de personnel, au titre de l'exercice en cours, ou le cas échéant du dernier exercice connu, des informations relatives notamment à la structure des effectifs et aux dépenses de personnel.

2.3.1. Répartition des effectifs

Répartition par type de contrat

| | 1 ^{er} janvier 2019 | 1 ^{er} janvier 2020 | 1 ^{er} janvier 2021 | 1 ^{er} janvier 2022 |
|--|------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|
| Titulaires, stagiaires | 113 | 137 | 131 | 138 |
| Contrats de droit public | 76 | 54 | 56 | 55 |
| ... dont assistantes maternelles | 14 | 13 | 12 | 11 |
| Contrat de droit privé - emploi avenir | 1 | 1 | 0 | 0 |
| TOTAL | 190 | 192 | 187 | 193 |

Répartition par catégorie

| | 1 ^{er} janvier 2019 | 1 ^{er} janvier 2020 | 1 ^{er} janvier 2021 | 1 ^{er} janvier 2022 |
|--|------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|
| Catégorie A | 23 | 27 | 53 | 56 |
| Catégorie B | 56 | 59 | 33 | 42 |
| Catégorie C (dont assistantes maternelles) | 111 | 106 | 101 | 97 |
| TOTAL | 190 | 192 | 187 | 195 |

Répartition par filière

| Filière | Part totale |
|---------------------------------|-------------|
| Filière sociale | 23% |
| Filière administrative | 17% |
| Filière culturelle | 17% |
| Filière technique | 17% |
| Filière médico-sociale | 9% |
| Emplois hors filière | 6% |
| Filière animation | 4% |
| Filière sportive | 3% |
| Personnel des services de soins | 3% |

L'âge moyen des agents de L'agglo s'élève à 45 ans, en hausse d'un an sur l'exercice écoulé.

Cette donnée est susceptible d'évoluer en 2022, au vu des départs à la retraite prévus (une assistante maternelle) ou potentiels (un agent de médiathèque, un maître-nageur, un agent social de résidence autonomie, deux assistantes maternelles).

2.3.2. Rémunération (traitement indiciaire et régime indemnitaire)

Le niveau de rémunération des agents est en hausse par rapport au 1^{er} janvier 2021, puisque la moyenne s'établit à 2.007€ net (hausse de 1,08 %).

| Profil (valeurs mensuelles) | Salaire brut moyen | Coût mensuel moyen (janv 2022) | Evolution du coût mensuel moyen / janv 2021 |
|-----------------------------------|--------------------|--------------------------------|---|
| Contractuel indiciaire mensualisé | 2.492 | 3.492 | 3% |
| Titulaire CNRACL | 2.484 | 3.358 | 4% |
| Assistante maternelle | 2.365 | 3.308 | 3% |
| Titulaire IRCANTEC | 2.085 | 2.854 | 6% |

2.3.3. Composantes de la rémunération

Le régime indemnitaire

Valeurs globales de régimes indemnitaires versées (augmentation principalement due à la mise en œuvre du complément indemnitaire annuel - CIA) :

| Régime indemnitaire 2019 | Part de la rémunération 2019 | Régime indemnitaire 2020 | Part de la rémunération 2020 | Régime indemnitaire 2021 | Part de la rémunération 2021 | Prévision de régime indemnitaire 2022 |
|--------------------------|------------------------------|--------------------------|------------------------------|--------------------------|------------------------------|---------------------------------------|
| 445.800 | 9% | 500.400 | 10% | 538.980 | 9% | 578.830 |

La NBI (nouvelle bonification indiciaire) :

| NBI 2019 | Part de la NBI 2019 | NBI 2020 | Part de la NBI 2020 | NBI 2021 | Part de la NBI 2021 | Prévision NBI 2022 |
|----------|---------------------|----------|---------------------|----------|---------------------|--------------------|
| 40.700 | 1% | 38.900 | 1% | 38 500 € | 1% | 39 700 € |

Le SFT (supplément familial de traitement)

Le SFT doit être versé à tout agent répondant à certains critères de situation familiale (âge des enfants notamment), par tout employeur public. Les SFT versés aux agents fonctionnaires sont en partie récupérés via le FNCSFT (fonds national de compensation du supplément familial de traitement), selon un coefficient révisé chaque année.

| SFT 2020 | SFT 2021 | Prévision SFT 2022 |
|----------|----------|--------------------|
| 51.120 | 55.500 | 57.100 |

Heures supplémentaires : le budget alloué aux heures supplémentaires concerne peu de services, et répond à des cas précis :

- Agents en contrat à durée déterminée pour accroissement temporaire d'activité.
- Agents en contrat à durée déterminée pour remplacements.
- Interventions en astreinte des agents techniques basés au centre aquatique.
- Assistantes maternelles.

La valeur des heures supplémentaires est relativement stable : 19.500€ en 2018 et 20.700€ en 2019. L'année 2020 a connu diverses organisations très particulières, liées à la gestion de la crise sanitaire, portant le coût des heures supplémentaires à 25.300€. L'année 2021 a poursuivi cette tendance, avec une somme totale de 23.670€ allouée. L'année 2022 devrait être marquée par le début d'une baisse au vu de la diminution prévisionnelle des impacts liés à la crise sanitaire.

| Catégories | Montant des heures supp. entre janv. 21 et déc. 21 | Nombre d'heures réalisées en 2021 | Part sur total |
|-----------------------------------|--|-----------------------------------|----------------|
| Catégorie A | 94 | 80 | 0% |
| Catégorie B | 9.682 | 510 | 41% |
| Catégorie C | 7.188 | 1.796 | 30% |
| Autres | 6.706 | 0 | 28% |
| Profils de rémunération | | | |
| Titulaire CNRACL | 15.847 | 1.039 | 67% |
| Titulaire IRCANTEC | 1.118 | 1.290 | 5% |
| Contractuel indiciaire mensualisé | 0 | 58 | 0% |
| Assistante maternelle | 6.706 | 0 | 28% |

Actions sociales prévues :

- Participations prévoyance et santé : 36.600€.
- Titres restaurant : 58.200€.
- CNAS : 41.100€.

Une réflexion est en cours pour maintenir lesdites enveloppes mais réaffecter les sommes autrement auprès des agents, notamment en cessant le contrat avec le CNAS (dont environ 40 % de la somme versée par L'agglo n'est pas utilisée par les agents de L'agglo).

Avantages en nature, sont concernés :

- Participation aux contrats individuels santé.
- Participation aux contrats individuels prévoyance.
- Véhicule (un agent).

Depuis le transfert de la gestion des Forges de Pyrène vers l'EPIC Office de tourisme, le logement de fonction (gardien) est directement pris en charge par l'EPIC.

Focus sur les participations aux contrats labellisés :

| | 2019 | | 2020 | | 2021 | | Prévision 2022 | |
|--------------------------|------------|----------|------------|----------|-----------|----------|----------------|----------|
| Participation santé | 98 agents | 20.900 € | 103 agents | 25.000 € | 95 agents | 21.600 € | 99 agents | 25.200 € |
| Participation prévoyance | 102 agents | 10.700 € | 102 agents | 11.300 € | 97 agents | 11.200 € | 92 agents | 11.400 € |
| Totaux | | 31.600 € | | 36.300 € | | 32.800 € | | 36.600 € |

Pour mémoire, la participation aux contrats santé labellisés est soumise au nombre d'enfants rattachés au contrat de l'agent. La participation aux contrats en prévoyance est quant à elle soumise à une tranche de salaire actée en comité technique et par délibération.

Pour mémoire également, le sujet des participations en santé et prévoyance a été débattu en conseil communautaire le 23 février 2022, dans le cadre de la prochaine obligation de ces participations pour la prévoyance (2025) et pour la santé (2026). Cette thématique continuera d'être discutée en 2022, notamment afin d'évaluer l'opportunité de mettre en œuvre un « contrat groupe » permettant de proposer des conditions contractuelles avantageuses aux agents, en sus des participations.

2.3.4. Evolution des emplois permanents

| | Catégorie A | Catégorie B | Catégorie C (dont assistantes maternelles) | Total |
|--|-------------|-------------|--|-------------------|
| 1^{er} janvier 2019 | 23 | 56 | 111 | 190 |
| | 19,19 ETP | 49,65 ETP | 100,22 ETP | 169,06 ETP |
| | 12% | 30% | 58% | - |
| 1^{er} janvier 2020 | 27 | 59 | 106 | 192 |
| | 24,65 ETP | 52,36 ETP | 99,35 ETP | 176,36 ETP |
| | 14% | 31% | 55% | - |
| 1^{er} janvier 2021 | 53 | 33 | 101 | 187 |
| | 49,59 ETP | 31,45 ETP | 95,46 ETP | 176,50 ETP |
| | 28% | 18% | 54% | - |
| 1^{er} janvier 2022 | 57 | 46 | 92 | 195 |
| | 56,59 ETP | 43,30 ETP | 87,38 ETP | 184,27 ETP |
| | 29% | 24% | 47% | - |
| Répartition fonction publique territoriale (chiffres-clés 2020) | 12% | 12% | 76% | - |

ETP : équivalent temps plein

| Filière | 1 ^{er} janvier 2018 | 1 ^{er} janvier 2019 | 1 ^{er} janvier 2020 | 1 ^{er} janvier 2021 |
|------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|------------------------------|
| Filière administrative | 21 | 25 | 28 | 27 |
| Filière technique | 58 | 33 | 29 | 31 |
| Filière culturelle | 38 | 38 | 38 | 33 |
| Filière sportive | 6 | 6 | 6 | 6 |
| Filière animation | 3 | 12 | 13 | 14 |
| Filière médico-sociale | 35 | 62 | 65 | 64 |
| Hors filières | 14 | 14 | 13 | 12 |

2.3.5. Etat des lieux de la parité

Répartition des effectifs permanents pourvus, par catégorie :

| | Sexe | Catégorie A | Catégorie B | Catégorie C (dont assistantes maternelles) | Total |
|------------------------------|--------|-------------|-------------|--|------------|
| 1 ^{er} janvier 2019 | Femmes | 17 | 38 | 92 | 147 |
| | Hommes | 6 | 18 | 19 | 43 |
| 1 ^{er} janvier 2020 | Femmes | 21 | 40 | 88 | 149 |
| | Hommes | 6 | 19 | 18 | 43 |
| 1 ^{er} janvier 2021 | Femmes | 45 | 16 | 84 | 145 |
| | Hommes | 8 | 17 | 17 | 42 |
| 1 ^{er} janvier 2022 | Femmes | 49 | 26 | 73 | 148 |
| | Hommes | 8 | 19 | 17 | 44 |

Une forte représentation féminine est constatée, que l'on retrouve dans la filière médico-sociale, largement présente dans les services de L'agglomération. Répartition au 1^{er} janvier 2021, par filière :

| Filière | Femmes | Hommes |
|------------------------|--------|--------|
| Filière administrative | 21 | 5 |
| Filière technique | 18 | 14 |
| Filière culturelle | 18 | 15 |
| Filière sportive | 2 | 4 |
| Filière animation | 10 | 4 |
| Filière médico-sociale | 64 | 0 |
| Hors filières | 12 | 0 |

2.4. Investissements

2.4.1. Budget principal

| | Budget consolidé 2021 | Liquidé 2021 | Restes à réaliser 2021 |
|--|--------------------------|----------------------|---------------------------|
| Chapitre 16 Emprunts et dettes assimilées | 550.600,00 | 546.588,18 | 0,00 |
| Dépenses d'équipement | 5.993.254,79 | 4.172.105,58 | 944.370,02 |
| Dépenses réelles de l'exercice | 6.543.854,79 | 4.718.693,76 | 944.370,02 |
| Chapitre 041 Opérations patrimoniales | 910.000,00 | 1.157,92 | 0,00 |
| Chapitre 040 o/o entre sections | 1.028.682,27 | 607.682,27 | 0,00 |
| Dépenses de l'exercice | 8.482.537,06 | 5.327.533,95 | 944.370,02 |
| Chapitre 001 Déficit d'investissement reporté | 1.256.615,49 | 1.256.615,49 | 0,00 |
| TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT | 9.739.152,55 | 6.584.149,44 | 944.370,02 |
| Chapitre 10 Dotations et participations | 680.000,00 | 479.236,92 | 0,00 |
| Chapitre 16 Emprunts et dettes | 0,00 | 6.161,72 | 0,00 |
| Subventions d'équipement | 2.932.555,80 | 671.833,31 | 2.398.992,83 |
| Recettes réelles de l'exercice | 3.612.555,80 | 1.157.231,95 | 2.398.992,83 |
| Chapitre 021 Virement de la section de fonc. | 3.772.647,73 | 0,00 | 0,00 |
| Chapitre 040 o/o entre sections | 1.443.949,02 | 1.454.149,02 | 0,00 |
| Chapitre 041 o/o patrimoniales | 910.000,00 | 1.157,92 | 0,00 |
| Recettes de l'exercice | 9.739.152,55 | 2.612.538,89 | 2.398.992,83 |
| Chapitre 001 Excédent d'investissement reporté | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT | 9.739.152,55 | 2.612.538,89 | 2.398.992,83 |
| RESULTAT D'INVESTISSEMENT | 0,00 | -3.971.610,55 | 1.454.622,81 |

En matière d'investissements, L'agglomération intervient directement dans le financement d'équipements intercommunaux, mais elle intervient également comme maître ouvrage délégué auprès des communes membres (voirie), pour porter les financements de partenaires (habitat – Opah/PIG et économie - FISAC) ou en tant que financeur de projets publics ou privés via le versement de fonds de concours.

2.4.2. Budget annexe – Résidence autonomie

| | Budget consolidé 2021 | Liquidé 2021 | Restes à réaliser 2021 |
|--|--------------------------|-------------------|---------------------------|
| Chapitre 16 Emprunts et dettes assimilées | 7.000,00 | 6.700,50 | 0,00 |
| Chapitre 20 Immobilisations incorporelles | 113.668,00 | 56.706,00 | 22.794,00 |
| Chapitre 21 Immobilisations corporelles | 186.537,64 | 34.329,78 | 2.947,56 |
| Chapitre 001 Déficit d'investissement reporté | 5.116,36 | 5.116,36 | 0,00 |
| DEPENSES D'INVESTISSEMENT | 312.322,00 | 102.852,64 | 25.741,56 |
| Chapitre 10 Dotations et fonds divers | 1.000,00 | 5.975,01 | 0,00 |
| Chapitre 13 Subventions d'investissement | 297.622,00 | 36.552,00 | 282.622,00 |
| Chapitre 16 Emprunts et dettes assimilées | 2.000,00 | 7.232,40 | 0,00 |
| Chapitre 28 Amortissements | 11.700,00 | 10.018,47 | 0,00 |
| Chapitre 001 Excédent d'investissement reporté | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| RECETTES D'INVESTISSEMENT | 312.322,00 | 59.777,88 | 282.622,00 |
| RESULTAT D'INVESTISSEMENT | 0,00 | -43.074,76 | 256.880,44 |

2.4.3. Budget annexe – Zones d'activités économiques

La vocation du budget de la zone d'activités économiques est l'aménagement de parcelles en vue de leur commercialisation. Il n'y a donc pas d'accroissement du patrimoine mais uniquement une constitution d'un stock de lots à commercialiser.

Les travaux et études ne sont donc pas, comme dans un budget M14 classique, imputés en section d'investissement mais en section de fonctionnement.

Toutefois, pour faciliter la compréhension, le projet de territoire a traduit ces dépenses et recettes comme des dépenses d'équipement.

2.4.4. Budget annexe – Mobilité

Le budget annexe mobilité ne comportait pas en 2021 de section d'investissement.

2.4.5. Budget annexe – Ateliers relais

Le budget annexe ateliers relais ne comporte en section d'investissement que le seul remboursement du capital de la dette et le remboursement correspondant de la part de l'entreprise Marion Technologie dans le cadre du crédit-bail.

3. Prévisions 2022

3.1. Budget principal

3.1.1. Section de fonctionnement

Dépenses

L'agglomération, tout en maintenant les moyens mis à disposition des services opérationnels et le niveau des services rendus à ses usagers, poursuivra en 2022 sa politique de maîtrise de ses dépenses d'exploitation.

- Dépenses à caractère général

Depuis 2017, les charges à caractère général du budget principal connaissent une diminution annuelle moyenne de près de 3 % :

| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|--|-------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Chap 011 - Charges à caractère général | 3.422.131 | 2.976.294 | 2.635.764 | 2.313.201 | 2.594.169 | 2.852.665 |
| | Moyenne annuelle | 2018/2017 | 2019/2018 | 2020/2019 | 2021/2020 | 2022/2021 |
| Evolution | -2,92% | -13,0% | -11,4% | -12,2% | 12,1% | 10,0% |

Il apparaît qu'après une baisse forte et rapide des dépenses de fonctionnement au cours des exercices 2018 et 2019, la diminution des charges à caractère général en 2020 est essentiellement imputable à la baisse d'activité des services liée à la crise sanitaire ; leur rétablissement en 2021 semble indiquer la résorption des marges de manœuvre disponibles.

Ainsi, compte-tenu du contexte extérieur abordé en première partie, et au vu notamment de l'évolution récente des fluides directement impactés par les crises actuelles (+ 27 % soit + 118.000€), il semble difficilement possible d'assigner un objectif d'évolution pour l'exercice 2022 inférieur à 10 %. L'incertitude actuelle et la grande volatilité constatée obligeront sans doute à réévaluer ces prévisions en cours d'exercice.

- Dépenses de personnel

Pour les charges de personnel, la principale évolution se fait en écho aux prévisions de créations de postes prévues dans le cadre de l'actualisation du projet de territoire :

- Recrutements intervenus en cours d'année 2021 : communication, urbanisme, habitat-aménagement, mobilité.
- Créations de postes ou recrutements nouveaux prévus courant 2022 : notamment chargé de mission au pôle développement territorial, agents à la petite-enfance, chargé de patrimoine, conseiller en énergie partagée, chargé de commande publique, ajustements des services d'entretien des locaux, piscine et administration générale.

Les autres évolutions sont en lien avec des mesures d'ordre général, impactant la masse salariale de L'agglomération de l'ordre de 134.000€ : accroissement du coût de l'assurance statutaire, promotions internes et avancements d'indice, d'échelon et de grade, revalorisations réglementaires des agents de catégorie C et de la filière médico-sociale, contribution de L'agglomération au versement mobilité. Enfin, le dernier point de changement porte sur la mise en place du complément indemnitaire annuel, supplément de rémunération versé aux agents au titre de la manière de servir (enveloppe prévisionnelle de 62.200€) pour 2022.

Il convient de noter que la valeur du point d'indice servant de base au calcul de traitement des agents est « gelé » depuis 4 ans ; son éventuelle revalorisation pour 2022, récemment évoquée par le Gouvernement, reste tributaire du résultat des élections nationales au premier semestre et de l'évolution de la conjoncture (montant de la dette publique au regard de l'évolution des taux d'intérêt, inflation, crises internationales...).

| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|---|------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Chap. 012 charges de personnel | 6.271.259 | 7.064.082 | 7.206.601 | 7.332.266 | 7.481.765 | 8.100.000 |
| 2018 : intégration du personnel de l'association Delta enfants jeunes et transfert du personnel au Smectom | | | | | | |
| | Moyenne annuelle | 2018/2017 | 2019/2018 | 2020/2019 | 2021/2020 | 2022/2021 |
| Evolution | 4,61% | 12,6% | 2,0% | 1,7% | 2,0% | 8,3% |

- Atténuation de recettes

Concernant les attributions de compensation, le transfert des compétences « eau » et « assainissement des eaux usées » au 1^{er} janvier 2020 n'a pas donné lieu à transfert de charges, ces compétences étant exercées dans le cadre de services publics industriels et commerciaux devant s'équilibrer avec les recettes issues du service.

L'exercice de la compétence « gestion des eaux pluviales urbaines » depuis le 1^{er} janvier 2020 nécessite dans un premier temps la réalisation d'un schéma directeur à l'échelle du territoire et le recensement du patrimoine communal affecté à cette compétence ; les coûts inhérents à l'élaboration d'un tel schéma et des missions afférentes seront assurés par L'agglo sur ses propres ressources. Dans l'attente de la réalisation de ce schéma, l'exercice de la compétence a été délégué temporairement aux communes, ce qui n'engage à ce stade aucun transfert de ressources ni de charges.

En revanche, le transfert de la compétence en matière d'élaboration des documents d'urbanisme au 1^{er} juillet 2021 impactera l'enveloppe des attributions de compensation en 2022 : si l'élaboration d'un tel PLUi sera pris en charge par L'agglo sans retenue sur attribution de compensation des communes, les coûts liés à l'achèvement des procédures communales en cours resteront à la charge des communes concernées, via une retenue ponctuelle l'année suivante. La commission locale d'évaluation des transferts de charges (Clect) sera ainsi amenée à se réunir au cours du second trimestre 2022 pour fixer le montant des frais retenus, et l'évolution des attributions de compensation définitives. Dans l'attente du travail de cette commission, il est possible d'anticiper une baisse de 12.600€ environ des montants versés pour 2022.

| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|--------------------------------------|------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Attributions de compensation versées | 3.232.327 | 3.218.131 | 3.187.706 | 3.187.706 | 3.187.706 | 3.175.102 |
| | Moyenne annuelle | 2018/2017 | 2019/2018 | 2020/2019 | 2021/2020 | 2022/2021 |
| Evolution | -0,35% | -0,4% | -0,9% | 0,0% | 0,0% | -0,4% |

Comme vu en première partie, la réforme des indicateurs financiers et de péréquation ne s'appliquera réellement sur les flux financiers que progressivement, de 2023 à 2028, les effets étant neutralisés pour 2022.

Aussi pouvons-nous prévoir une quasi-stabilité du prélèvement au titre du FPIC pour 2022. Toutefois, une étude complémentaire devra être menée en cours d'année afin d'identifier et anticiper les évolutions futures, tant pour L'agglo que pour le bloc communal dans son ensemble.

| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|------------------|------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Reversement FPIC | 13.427 | 22.011 | 45.610 | 63.191 | 42.113 | 42.113 |
| | Moyenne annuelle | 2018/2017 | 2019/2018 | 2020/2019 | 2021/2020 | 2022/2021 |
| Evolution | 44,08% | 63,9% | 107,2% | 38,5% | -33,4% | 0,0% |

- Participations aux autres organismes

Les participations aux organismes de regroupement constituent le premier poste de dépenses de L'agglomération et représentent plus de 41 % de ses dépenses réelles de fonctionnement.

| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|--|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|
| Chap. 65 charges de gestion courante | 5.157.776 | 8.302.951 | 9.170.895 | 9.540.346 | 9.743.111 | 10.562.222 |
| ... dont SDIS | 1.277.278 | 1.302.824 | 1.325.959 | 1.352.478 | 1.379.528 | 1.407.119 |
| ... dont SMECTOM | 1.288.665 | 4.152.805 | 4.409.625 | 4.715.130 | 4.885.308 | 4.982.351 |
| ... dont communes (contingent aide social) | 503.374 | 501.179 | 501.165 | 501.165 | 501.165 | 501.165 |
| ... dont Asso OT puis EPIC Tourisme | 285.999 | 286.000 | 789.037 | 708.000 | 698.000 | 698.000 |
| ... dont Région Occitanie (transports scolaires) | 0 | 702.061 | 828.000 | 900.000 | 702.061 | 821.411 |
| ... dont SMAGVA (aires d'accueil) | 38.208 | 38.131 | 91.801 | 118.205 | 161.586 | 171.992 |
| ... dont GEMAPI | 51.865 | 116.830 | 154.929 | 134.596 | 174.702 | 178.196 |
| ... dont SCOT | 66.348 | 74.435 | 74.228 | 81.813 | 98.220 | 98.220 |
| ... dont PETR | 47.713 | 47.713 | 47.984 | 48.071 | 49.253 | 49.278 |
| ... dont PAAJIP - mission locale - FONJEP | 278.896 | 304.146 | 286.321 | 330.321 | 391.321 | 308.321 |
| ... dont DELTA Enfance jeunesse (crèches) | 754.000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ... dont Bleu printemps | 27.000 | 28.000 | 28.000 | 28.000 | 28.000 | 28.000 |
| ... dont AAA, BGE, initiative Ariège, ... | 7.300 | 95.000 | 80.000 | 80.000 | 69.200 | 69.200 |
| ... dont AUAT | 4.147 | 142.388 | 51.995 | 16.495 | 76.370 | 16.370 |
| ... dont subvention équilibre mobilité | 230.627 | 282.253 | 257.500 | 268.000 | 272.000 | 573.000 |
| ... dont FUH | 32.000 | 33.000 | 33.000 | 33.000 | 33.000 | 33.000 |
| ... dont indemnités | 98.973 | 105.048 | 105.539 | 146.650 | 233.617 | 235.957 |
| ... dont conventions CCI, CMA, CA | | | | | | 23.050 |
| ... dont plan de revitalisation MKAD | | | | | | 24.000 |
| ... divers yc subventions aux associations | 165.383 | 91.137 | 105.813 | 78.422 | 101.489 | 343.592 |

| | Moyenne annuelle | 2018/2017 | 2019/2018 | 2020/2019 | 2021/2020 | 2022/2021 |
|-----------|------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Evolution | 22,75% | 61,0% | 10,5% | 4,0% | 2,1% | 8,4% |

Ce chapitre devrait enregistrer une progression d'environ 800.000€ en 2022, avec notamment :

- La poursuite de l'évolution de la participation au SMECTOM : + 97.000 €.
- L'évolution probable de la participation à la région Occitanie au titre de la compétence transports scolaires : + 120.000 € (importants montants rattachés, en attente).
- Les changements dans le mode de financement de la DSP transport, à compter de septembre 2022 : transfert du produit de versement mobilité au budget annexe, et réduction *pro rata temporis* de la subvention d'équilibre (solde de + 300.000€).
- La réalisation d'actions de développement économique du territoire dans le cadre des conventions de partenariat signées avec les chambres consulaires (CCI, CMA, CA) et plan de revitalisation suite à la fermeture de l'entreprise MKAD : + 77.000€.
- L'augmentation de l'enveloppe des subventions à destination des associations : Protection civile (mission Ukraine), projet d'installation du siège de l'Association des Naturalistes d'Ariège à Cos, projet d'auberge de jeunesse porté par le Léo à Foix, mais aussi ré-imputation des dépenses informatiques (précédemment en 011) : + 242.000€.

Recettes

- Produits des services

La levée des contraintes liées à la crise sanitaire de la covid-19, bien que progressive, devrait permettre de retrouver un niveau de recettes plus conforme aux années antérieures ; toutefois, au vu des premiers mois de 2022, l'atteinte d'un niveau comparable aux recettes de 2019 semble compromis. La prévision pour 2022 est anticipée à environ 11 % de hausse, soit environ 100.000€ supplémentaires par rapport à 2021.

- **Impôts et taxes**

La taxe d'habitation et la TVA

La part de taxe d'habitation prélevée sur les résidences principales a disparu pour les collectivités locales le 1^{er} janvier 2021, compensée par une quote-part du produit national de taxe sur la valeur ajoutée (TVA). Cette dernière évoluera désormais tous les ans comme le produit national de TVA, soit une hausse prévue de 5,9 % pour 2022 (hypothèse du projet de loi de finances pour 2022).

En revanche, la taxe d'habitation sur les autres résidences (résidences secondaires, organismes non-lucratifs...) est maintenue, au taux d'imposition de 2019 (taux figé jusqu'en 2023).

Ainsi, le produit attendu pour 2022 au titre de cette imposition des ménages et de ses compensations est estimé comme ceci (montants notifiés inférieurs de 105.000 € en TVA) :

| | Base nette | Taux (2017) | Produit |
|---|------------|-------------|-----------|
| Taxe d'habitation | 4.959.247 | 8,52% | 422.528 |
| <i>Variation prévue (majoration légale)</i> | 3,40% | 0,00% | |
| Quote-part de TVA | | | 3.658.102 |
| <i>Variation prévue (PLFi 2022)</i> | | 5,90% | |

Pour mémoire :

| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|----------------------|------------|------------|------------|------------|-----------|-----------|
| Base nette de TH | 39.673.377 | 40.829.108 | 42.431.429 | 43.143.000 | 4.796.177 | 4.959.247 |
| Taux de TH | 8,52% | 8,52% | 8,52% | 8,52% | 8,52% | 8,52% |
| Produit fiscal de TH | 3.380.170 | 3.478.640 | 3.615.344 | 3.677.153 | 408.771 | 422.528 |
| Compensation de TH | 209.635 | 223.087 | 242.030 | 252.347 | | |
| Produit de TVA | | | | | 3.553.202 | 3.658.102 |

Taxe foncière sur les propriétés bâties

La réforme dite des « impôts de production » a impacté essentiellement la fiscalité économique locale, en réduisant de 50 % la base d'imposition des établissements industriels. Cette réduction des bases est toutefois compensée à hauteur des taux votés en 2020. Ainsi, bien que le taux de taxe foncière sur les propriétés bâties ait été nul en 2020, L'agglo a perçu une compensation fiscale de 74.000€ en 2021. Cette compensation est prévue pour être dynamique, et intègrera chaque année la variation des bases (création ou extension d'établissements, majoration votée en loi de finances), sans que soit appliquée de minoration à ce stade.

Il est possible, à partir des états fiscaux 1386-TF de 2021, d'estimer la base nette de foncier bâti pour 2022 et le produit fiscal et compensations correspondants :

- Majoration forfaitaire votée en loi de finances pour les composantes logements et établissements industriels : + 3,4 %.
- Evolution des tarifs des locaux professionnels, issus des loyers déclarés par les entreprises et retraités par la DGFIP : + 0,5 %.

| | Base nette 2021 | Majoration forfaitaire 2022 | Base nette simulée 2022 | Estimation de produit de TFB 2022 à taux constant | Estimation des compensations 2022 |
|--|-------------------|-----------------------------|-------------------------|---|-----------------------------------|
| Locaux d'habitation | 28.049.647 | 3,4% | 29.003.335 | 870.100 | 0 |
| Locaux d'habitation à caractère social | 651.041 | 3,4% | 673.176 | 20.195 | 0 |
| Locaux d'habitation soumis Loi 48 | 1.797 | 3,4% | 1.858 | 56 | 0 |
| Autres locaux passibles de taxe d'habitation | 49.159 | 3,4% | 50.830 | 1.525 | 0 |
| Locaux à usage professionnel et commercial | 5.079.729 | 0,5% | 5.105.128 | 153.154 | 0 |
| Etablissements industriels et assimilés | 2.478.910 | 3,4% | 2.563.193 | 76.896 | 76.896 |
| TOTAL | 36.310.283 | 3,0% | 37.397.520 | 1.121.926 | 76.896 |

Les bases d'imposition notifiées pour 2022 s'élèvent à 36.310.283€, soit un produit fiscal prévisionnel de 1.132.200€ à taux constant.

Taxe d'enlèvement des ordures ménagères

Le SPECTOM du Plantaurel, à qui L'agglo a transféré la compétence collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés, doit faire face à d'importantes hausses de charges, avec notamment la modernisation du centre de tri, mais également l'augmentation significative la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) qui va passer de 16 à 65€ la tonne.

Cette croissance des charges du SPECTOM induit mécaniquement une évolution des participations appelées auprès de ses intercommunalités membres. Pour L'agglo Foix-Varilhes, cette évolution a été estimée à :

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022* |
|----------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Participation | 4.152.808 | 4.409.625 | 4.715.130 | 4.885.305 | 4.982.351 |
| ... de base | 4.152.808 | 4.409.625 | 4.654.630 | 4.764.269 | 4.800.797 |
| ... TGAP | | | 60.500 | 121.036 | 181.554 |

* **2022** : en attente d'actualisation de la contribution supplémentaire TGAP selon la population de référence 2022

Le financement de cette participation est assuré par la perception de la TEOM au regard des bases :

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022* |
|--------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Bases d'imposition définitives | 33.505.068 | 34.487.622 | 35.223.117 | 35.643.883 | 36.998.541 |
| Taux de variation | | 1,8% | 2,9% | 2,1% | 3,8% |

* **2022** : variation de bases prévisionnelles 2022 / définitives 2021

La hausse de la participation de base, mais aussi les évolutions envisagées de la tarification, avaient été anticipées, faisant notamment appel à :

- Un processus d'harmonisation progressive des taux sur le territoire communautaire, engagé sur cinq ans, de 2019 à 2023.
- Un taux additionnel de TEOM de 0,18 % par an, pour faire face à l'augmentation de la TGAP (estimée à 1,80 € par habitant et par an, soit environ 60.500 € pour L'agglo).

Toutefois, le SPECTOM n'a pas appelé cette contribution TGAP en 2019. L'agglo ayant déjà encaissé en 2019 le produit de TEOM nécessaire au financement de la contribution TGAP pour 2020, le taux additionnel de TGAP n'a pas été valorisé en 2020, ni en 2021. Ainsi, l'évolution des contributions au SPECTOM et des produits de TEOM perçus fait ressortir un déficit de 51.000€ au terme de la période 2018-2022 :

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|-------------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| Contribution de base | 4.152.808 | 4.409.625 | 4.654.630 | 4.764.269 | 4.800.797 |
| + Contribution TGAP | 0 | 0 | 60.500 | 121.036 | 181.554 |
| = Contribution SMECTOM | 4.152.808 | 4.409.625 | 4.715.130 | 4.885.305 | 4.982.351 |

| | | | | | |
|----------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| TEOM de base | 4.165.304 | 4.399.030 | 4.612.778 | 4.777.774 | 5.077.296 |
| + TEOM TGAP | 0 | 61.804 | 0 | 0 | 0 |
| = TEOM totale | 4.165.304 | 4.460.834 | 4.612.778 | 4.777.774 | 5.077.296 |

| | | | | | |
|------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Prise en charge par L'agglo | -12.496 | -51.209 | 102.352 | 107.531 | -94.945 |
| ... dont base | -12.496 | 10.595 | 41.852 | -13.505 | -276.499 |
| ... dont TGAP | 0 | -61.804 | 60.500 | 121.036 | 181.554 |

Si cette évolution se confirmait au vu de l'évolution réelle des bases fiscales 2022 et des bases prévisionnelles 2023, le taux de TEOM appliqué en 2023 pourrait être revu à la baisse par rapport à la trajectoire initiale, et ce malgré la TGAP appliquée (13,62% au lieu de 13,92% prévus initialement, 14,56% si la cotisation TGAP avait été répercutée sur les taux de TEOM).

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 |
|-----------------------|--------|--------|--------|--------|---------------|--------|
| Secteur Varilhes | 14,36% | 14,54% | 14,36% | 14,36% | 14,36% | |
| Secteur Foix – zone 1 | 13,08% | 13,43% | 13,42% | 13,58% | 13,75% | |
| Secteur Foix – zone 2 | 11,79% | 12,40% | 12,64% | 13,07% | 13,49% | 13,62% |
| Secteur Foix – zone 3 | 10,48% | 11,35% | 11,86% | 12,54% | 13,23% | |
| Secteur Foix – zone 4 | 7,86% | 9,25% | 10,28% | 11,49% | 12,71% | |

Cotisation foncière des entreprises

A l'instar des bases de la taxe foncière sur les propriétés bâties, la réforme de la fiscalité économique réduit par deux la base d'imposition des établissements industriels à compter de 2021.

Cette diminution de la base de CFE est également compensée à hauteur du taux de CFE 2020, sans minoration de la compensation à ce jour.

En l'absence d'augmentation du taux, cette réforme devrait donc être sans conséquence sur les recettes attendues au titre de 2022.

Ainsi, le taux de CFE sera maintenu en 2022 à son niveau de 2017 :

| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022* |
|------------------------|-----------|------------|------------|------------|------------------|-------------|
| Base nette de CFE | 9.816.349 | 10.182.790 | 10.123.388 | 10.146.307 | 7.973.404 | 8.095.668 |
| Taux de CFE | 34,52% | 34,52% | 34,52% | 34,52% | 34,52% | |
| Produit fiscal de CFE | 3.398.540 | 3.523.848 | 3.494.594 | 3.527.654 | 2.772.314 | 2.794.625 |
| Variation | | 3,7% | -0,8% | 0,9% | -21,4% | 0,8% |
| Compensations fiscales | 33.651 | 30.605 | 97.057 | 92.580 | 1.280.943 | 1.342.888 |

L'impact de la crise économique consécutive à la crise sanitaire de la covid-19 se manifeste notamment par la très faible hausse des bases (+ 0,8 %), en dépit de la revalorisation forfaitaire applicable hors locaux professionnels (+ 3,4 %).

Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises

Après deux années de fortes variations, le produit de CVAE devrait se stabiliser pour 2022 autour de 1,2 millions d'euros, en légère baisse par rapport au niveau atteint en 2019.

Hors évolution notoire constatée sur un contribuable dominant (omission puis reprise sur l'antériorité avant ajustement des paramètres d'imposition), les cotisations connaissent un tassement de l'ordre de 13 %, imputable vraisemblablement à la crise sanitaire.

| | 2017 | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|-----------------------|------------------|------------------|------------------|----------------|------------------|------------------|
| Contribuable dominant | 200.301 | 279.739 | 297.616 | 17.148 | 1.027.892 | 329.757 |
| Autres contribuables | 928.293 | 906.444 | 988.588 | 969.377 | 1.003.102 | 873.948 |
| Total | 1.128.594 | 1.186.183 | 1.286.204 | 986.525 | 2.030.994 | 1.203.705 |
| Variation | | 5,1% | 8,4% | -23,3% | 105,9% | -40,7% |

Taxe Gemapi

L'agglo pourvoie au financement de la compétence en matière de gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations par le biais de cette imposition additionnelle aux taxes locales (taxe d'habitation, taxes foncières et cotisation foncière des entreprises).

Le montant de la taxe Gemapi est fixé par L'agglo au vu de l'estimation du montant prévisionnel des dépenses, dans la limite de 40 euros par habitant, puis réparti par l'administration fiscale entre les quatre impôts locaux concernés au prorata du poids de chacune de ces taxes.

| | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022* |
|------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| SYMAR | 113.826,30 | 150.023,41 | 128.215,33 | 168.135,23 | 168.135,23 |
| SMIVAL | 1.697,62 | 1.757,92 | 2.277,17 | 2.472,31 | 2.472,31 |
| SMBVA | | | 478,00 | 469,63 | 469,63 |
| SBGH | 1.306,44 | 3.147,35 | 3.625,00 | 3.625,00 | 3.625,00 |
| TOTAL | 116.830,36 | 154.928,68 | 134.595,50 | 174.702,17 | 174.702,17 |
| Gémapi | | 170.292,00 | 188.252,00 | 161.827,00 | 118.557,52 |
| Prise en charge par L'agglo | | -15.363,32 | -53.656,50 | 12.875,17 | 56.144,65 |
| | | | -56.144,65 | | |

* 2022 : valeurs 2021 en attente d'information des contributions 2022

Depuis 2019 et l'instauration de la taxe Gemapi pour financer la compétence, les ressources fiscales perçues se sont révélées plus élevées que les contributions appelées par les syndicats de rivière. Aussi il est proposé pour 2022 de corriger ce trop perçu, par une réduction de même niveau de la taxe Gemapi.

Versement mobilité

Afin de financer la compétence mobilités, et notamment pour accompagner la mise en place de la délégation de service public à partir de l'été 2022, L'agglo va instaurer le versement mobilité à compter du 1^{er} juillet 2022. Cette contribution est assise sur la masse salariale des employeurs qui comptent au moins 11 salariés relevant du périmètre de l'autorité organisatrice de la mobilité, selon un taux fixé par délibération.

Les études réalisées pour L'agglo par le SCoT de la Vallée de l'Ariège fin 2020 estimaient l'assiette imposable entre 210 et 250 millions d'euros. Il est envisagé de fixer un taux de prélèvement à hauteur de 0,6 % de la masse salariale, soit un montant théorique prélevé sur les employeurs s'élevant à 1,360 millions d'euros en fourchette médiane.

| | Fourchette basse | | Fourchette haute | |
|-------------------|---------------------------------------|-------------------------|---------------------------------------|-------------------------|
| | Nb d'entr. potentiellement redevables | Assiette totale estimée | Nb d'entr. potentiellement redevables | Assiette totale estimée |
| Données 2018 | 111 | 210.010.461 | 176 | 250.908.953 |
| Taux d'imposition | 0,6% | | 0,6% | |
| Produit attendu | 1.260.063 | | 1.505.454 | |

- **FPIC**

L'agglo est désormais sortie des critères d'éligibilité au FPIC et du dispositif de garantie dont elle bénéficiait depuis 2018. Il n'y aura donc aucune recette attendue au titre de cette dotation en 2022.

Une attention particulière sera portée à la refonte des indicateurs financiers, dont les effets sont lissés jusqu'en 2028.

- **Dotations**

La dotation globale de fonctionnement (dotation d'intercommunalité et dotation de compensation) devrait se maintenir à un niveau proche de celui de 2020, avec toutefois un écrêtement de la dotation de compensation, destiné à financer la progression de la péréquation verticale au sein de la DGF.

Les jours de fermeture des établissements d'accueil du jeune enfant en raison du confinement intervenu en cours d'année 2021 étant compensés, la participation de la CAF devrait être en hausse pour 2022, à 2,314 millions d'euros après 2,091 millions d'euros en 2021.

La compensation de la région Occitanie pour transfert de la compétence transports scolaires n'a pas fait l'objet d'évolution en 2021, et se maintient à l'identique pour 2022.

3.1.2. Section d'investissement

Suite au renouvellement du conseil communautaire, et dans le cadre d'Agglo 2026, un projet pour notre territoire, plusieurs opérations majeures vont être lancées ou poursuivies en 2022, notamment :

- **Le pôle jeunesse collaboratif**

Si les travaux proprement dits ont été achevés fin 2021, pour une ouverture en tout début d'année 2022, l'exécution financière doit être finalisée en 2022, avec notamment 335.000€ de restes à réaliser en dépenses (et 1,035 million d'euros en recettes).

- **Les Forges de Pyrène** : rénovation de l'espace Guy Destrem et sécurisation du site

La transformation de l'espace Guy Destrem en centre de conférences sur le site des Forges, en complémentarité avec la vocation d'accueil touristique, a commencé fin 2021 par les premières études et l'acquisition de matériel de visioconférence de qualité. 1,078 million d'euros sont prévus au total d'ici 2023, répartis de la manière suivante :

| | | 2022 | 2023 | Total |
|---|------------------|---------------|----------------|----------------|
| 1.3 - ZAT Forges de Pyrène - rénovation (hors énergie) espace Destrem | TTC | 120.000 | 680.000 | 800.000 |
| | Subventions | 50.000 | 283.333 | 333.333 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 19.685 | 111.547 | 131.232 |
| | Net agglo | 50.315 | 285.119 | 335.435 |

| | | 2022 | 2023 | Total |
|---|------------------|----------|---------------|----------------|
| 3.2 - Energie - rénovation énergétique espace Destrem | TTC | 0 | 200.000 | 200.000 |
| | Subventions | 0 | 100.000 | 100.000 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 0 | 32.808 | 32.808 |
| | Net agglo | 0 | 67.192 | 67.192 |

| | | 2022 | 2023 | Total |
|---|------------------|---------------|----------|---------------|
| 1.3 - ZAT Forges de Pyrène - sécurisation du site | TTC | 78.000 | 0 | 78.000 |
| | Subventions | 39.071 | 0 | 39.071 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 12.795 | 0 | 12.795 |
| | Net agglo | 26.134 | 0 | 26.134 |

- **La construction d'une résidence autonomie à Foix**

Imputée initialement au budget annexe résidence autonomie, ce projet d'envergure (6,4 millions d'euros) est repris au budget principal dès 2022, afin d'en faciliter le portage financier, notamment en raison de la transformation de l'actuel budget annexe en un établissement public dédié (établissement ou service social ou médico-social).

- **Programme de réhabilitation de la médiathèque à Foix**

La réhabilitation de la médiathèque, qui devait être engagée en 2021, a été retardée et sera menée sur 2022 et 2023. Deux enveloppes du projet de territoire sont ici mobilisées conjointement puisque l'axe solidarités humaines se complète par la transition énergétique. Le montant prévisionnel cumulé des travaux s'élève à 800.000€, financé comme suit :

| | | 2022 | 2023 | Total |
|--|------------------|---------------|----------------|----------------|
| 2.4 - Culture - requalification médiathèque Foix (hors énergie) | TTC | 100.000 | 400.000 | 500.000 |
| | Subventions | 50.000 | 200.000 | 250.000 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 16.404 | 65.616 | 82.020 |
| | Net agglo | 33.596 | 134.384 | 167.980 |

| | | 2022 | 2023 | Total |
|--|------------------|---------------|---------------|----------------|
| 3.2 - Energie - requalification énergétique médiathèque Foix | TTC | 60.000 | 240.000 | 300.000 |
| | Subventions | 30.000 | 120.000 | 150.000 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 9.842 | 39.370 | 49.212 |
| | Net agglo | 20.158 | 80.630 | 100.788 |

- Mobilités du quotidien

La délégation de service public relative au transport urbain en cours d'attribution doit permettre d'accroître l'offre de service aux habitants à partir de fin août 2022. L'aménagement des points d'arrêts, qui n'est pas prévu dans le périmètre de la délégation, sera assuré sur le budget principal (la DSP étant portée par le budget annexe mobilité). Les travaux correspondants seront étalés sur l'ensemble de la mandature, selon l'étendue du réseau de transport, mais également la qualité des aménagements (poteau indicateur, signalisation au sol, voire quai d'accès). 100.000€ sont fléchés sur l'année 2022 :

| | | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Total |
|---|------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|
| 3.1 - Mobilités - aménagement points d'arrêt (dont accessibilité) | TTC | 100.000 | 100.000 | 50.000 | 50.000 | 50.000 | 350.000 |
| | Subventions | 33.333 | 33.333 | 16.667 | 16.667 | 16.667 | 116.667 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 16.404 | 16.404 | 8.202 | 8.202 | 8.202 | 57.414 |
| | Net agglo | 50.263 | 50.263 | 25.131 | 25.131 | 25.131 | 175.919 |

Second projet d'ampleur, la création d'un pôle d'échanges multimodal autour de la gare ferroviaire de Varilhes, pour un montant total de près d'1,4 millions d'euros. La réalisation de l'équipement commencera par la réalisation d'études en 2022, avant les travaux proprement dits entre 2022 et 2023. La part des subventions attendues devrait atteindre les 60 %, pour un reste à charge à L'agglo d'environ 467.000€ :

| | | 2022 | 2023 | 2024 | Total |
|--|------------------|---------------|----------------|----------------|------------------|
| 3.1 - Mobilités - pôle d'échange multimodal Varilhes | TTC | 50.000 | 671.000 | 671.000 | 1.392.000 |
| | Subventions | 25.000 | 335.500 | 335.500 | 696.000 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 8.202 | 110.071 | 110.071 | 228.344 |
| | Net agglo | 16.798 | 225.429 | 225.429 | 467.656 |

Enfin, L'agglo versera sur la période 2022-2026 un fonds de concours à destination des communes pour promouvoir l'usage du vélo, via des aménagements de voiries : 180.000€ sont affectés à cette action en 2022, soit un total de 900.000€.

- Schéma directeur des eaux pluviales urbaines

La prestation confiée par L'agglo à un cabinet extérieur en 2021 (534.864€, avec une subvention de l'Agence de l'eau de 50 %) devrait aboutir courant 2022 à l'élaboration du schéma directeur.

En revanche, aucun financement n'est à ce jour identifié en regard des travaux à réaliser en application de ce schéma directeur, à partir de 2023.

- Pôle de services à Foix

L'extension des bureaux du siège est rendue nécessaire par l'extension des compétences de L'agglo et des recrutements liés (urbanisme, mobilité), avec concomitamment le réaménagement du parvis :

| | | 2022 | 2023 | Total |
|----------------------------|------------------|----------------|----------------|----------------|
| 3.3 - Extension siège Foix | TTC | 500.000 | 220.000 | 720.000 |
| | Subventions | 125.000 | 55.000 | 180.000 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 82.020 | 36.089 | 118.109 |
| | Net agglo | 292.980 | 128.911 | 421.891 |

| | | 2022 | 2023 | Total |
|--|------------------|---------------|----------|----------------|
| 3.3 - Aménagement parvis (hors extension siège) | TTC | 150.000 | 0 | 150.000 |
| | Subventions | 62.500 | 0 | 62.500 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 24.606 | 0 | 24.606 |
| | Net agglo | 62.894 | 0 | 62.894 |

- Les fonds de concours voirie

La réforme du FCTVA à compter de l'exercice 2021 vient apporter deux modifications majeures pour l'investissement des collectivités : d'une part, son traitement devient automatisé, sans nécessité d'établir des états déclaratifs ; d'autre part, l'éligibilité au fonds se voit restreinte quasi-exclusivement à des opérations réelles, imputées sur des comptes limitativement énumérés.

Afin de ne pas perdre le bénéfice du FCTVA pour le territoire au titre des fonds de concours versés, les schémas comptables suivis pour l'attribution de ce fonds de concours doivent être revus, et ce dès le programme 2020.

Dorénavant, la participation communale est appelée pour le montant total des travaux réalisés sur la commune, L'agglo versant concomitamment une subvention égale à la part de DETR correspondante, augmentée du montant du fonds de concours. Les communes percevront *in fine* le FCTVA au titre des dépenses totales, en 2022 ou 2023 selon le régime de versement n+1 ou n+2 (plan de soutien de 2009/2010).

Ainsi les équilibres financiers entre fonds de concours de L'agglo et participation de chacune des communes sont maintenus, de même que l'attribution du FCTVA sur l'ensemble du programme de travaux de voirie.

Deux programmes arrivent à échéance en 2022 : le programme 2020, dont le solde était prévu initialement pour fin 2021 (inscrits en restes à réaliser, et corrigés d'un ajustement de 82.000€ pour tenir compte du transfert d'éligibilité du FCTVA de L'agglo aux communes), et le programme 2021.

| | | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Total |
|---|------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|------------------|
| 4.1 - Soutien aux communes - fonds de concours et travaux de voirie sous mandat | TTC | 1.356.000 | 1.356.000 | 1.356.000 | 1.356.000 | 1.356.000 | 6.780.000 |
| | Subventions | 339.000 | 339.000 | 339.000 | 339.000 | 339.000 | 1.695.000 |
| | Autres recettes | 674.572 | 592.000 | 592.000 | 592.000 | 592.000 | 3.042.572 |
| | FCTVA | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Net agglo | 342.428 | 425.000 | 425.000 | 425.000 | 425.000 | 2.042.428 |

Seul le fonds de concours versé à la commune de Foix est comptabilisé à part (hors mandat) : 61.000€ annuels, en plus du rattrapage du fonds 2019 (45.000€).

- L'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal

Compétente en matière de documents d'urbanisme depuis le 1^{er} juillet 2021 au titre de la loi ALUR, L'agglo a engagé une démarche de prescription puis d'élaboration d'un plan local d'urbanisme intercommunal, à l'horizon 2025.

Notons que la première loi de finances rectificative pour 2021, adoptée en juillet dernier, et venue amender la réforme du FCTVA, afin de rendre à nouveau éligible au fonds les frais liés à la réalisation des documents d'urbanisme et à la numérisation du cadastre (section d'investissement, article 202).

Sous réserve de mobiliser d'autres ressources complémentaires, le financement des études est prévu de la manière suivante :

| | | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | Total |
|--------------------------|------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|------------------|
| 4.3 - Aménagement - PLUI | TTC | 280.000 | 280.000 | 280.000 | 280.000 | 1.120.000 |
| | Subventions | 63.750 | 63.750 | 63.750 | 63.750 | 255.000 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 45.931 | 45.931 | 45.931 | 45.931 | 183.725 |
| | Net agglo | 170.319 | 170.319 | 170.319 | 170.319 | 681.275 |

Au titre de l'exercice 2022, il est également prévu :

- Le financement du gymnase du CFA, dépense de 150.000€ pour 2022.
- La proposition de transformation du fonds de soutien aux communes pour l'achat de matériel mutualisé, qui après étude ne correspond pas aux besoins des communes, en un fonds de concours pour les travaux communaux, réparti entre les communes de moins de 1.000 habitants selon des critères de péréquation (indicateurs de ressources et de charges) : 100.000€ par an.
- La finalisation du programme d'accessibilité programmé, lancé dès 2019 et dont l'achèvement est prévu pour 2022 : 200.000€ de dépenses pour 2022, subventionnés à hauteur de 80 %.
- Des opérations ayant un caractère récurrent :
 - o Entretien des zones d'activités : 50.000€ par an.
 - o Aides à l'immobilier d'entreprises : montant socle de 100.000€ par an, majorés à 113.200€ pour 2022.
 - o Sentiers de randonnées : 50.000€ en moyenne annuelle (30.000€ pour 2022).
 - o Requalification des multi-accueils : 25.000€ par an pour 2022 et 2023 (puis 850.000€ cumulés de 2024 à 2026).
 - o Fonds documentaire des médiathèques : 80.000€ par an.
 - o Aides à l'habitat (3 opérations : aides à la pierre pour les logements sociaux, aides aux logements sociaux communaux, aides à l'habitat privé) pour un montant moyen de plus de 300.000€ par an (414.000€ pour 2022).
 - o Acquisition de matériel informatique et de logiciels : 60.000€ par an.
 - o Entretien du patrimoine : 250.000€ par an.
 - o Divers : 50.000€ par an.

3.2. Budget annexe résidence autonomie

Deux programmes principaux vont être poursuivis en 2022 : la réalisation des salles de bain des logements (2020-2023) et la construction d'une nouvelle résidence autonomie à Foix.

- Rénovation des salles de bain de la résidence autonomie de Varilhes

| | 2020 | 2021 | RAR | 2022 | 2023 | TOTAL |
|------------------|------------------|------------------|----------|-------------------|-------------------|-------------------|
| TOTAL TTC | 17.774,90 | 17.366,27 | - | 200.000,00 | 200.000,00 | 435.141,17 |

| | 2020 | 2021 | RAR | 2022 | 2023 | TOTAL |
|--------------------|-------------|-------------|-------------------|------------------|-------------------|-------------------|
| Subventions | 0,00 | 0,00 | 282.622,00 | 0,00 | 0,00 | 282.622,00 |
| ... DETR 2020 | 0,00 | 0,00 | 282.622,00 | 0,00 | 0,00 | 282.622,00 |
| FCTVA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 32.808,00 | 32.808,00 | 65.616,00 |
| Autofinancement | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 86.903,17 | 86.903,17 |
| TOTAL TTC | 0,00 | 0,00 | 282.622,00 | 32.808,00 | 119.711,17 | 435.141,17 |

- Construction d'une résidence autonomie à Foix

Le projet a été initié en 2020 avec le lancement d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage achevée au cours du premier semestre 2021, puis le lancement d'un concours de maîtrise d'œuvre et en toute fin d'année le choix de l'architecte. L'année 2022 verra la formalisation du projet définitif, le dépôt du permis de construire et le lancement du marché de construction.

Cette opération, inscrite au projet de territoire, imputée initialement sur le budget annexe « Résidence autonomie », est reprise à compter de 2022 au budget principal.

| | 2020 | 2021 | RAR | 2022 | 2023 | 2024 | TOTAL |
|------------------|------------------|------------------|------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| TOTAL TTC | 10.284,00 | 56.706,00 | 22.794,00 | 1.000.000,00 | 3.900.000,00 | 1.500.000,00 | 6.489.784,00 |

| | 2020 | 2021 | RAR | 2022 | 2023 | 2023 | TOTAL |
|--------------------|------------------|------------------|------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| Subventions | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 275.000,00 | 1.137.500,00 | 437.500,00 | 1.850.000,00 |
| ... Divers | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 275.000,00 | 1.137.500,00 | 437.500,00 | 1.850.000,00 |
| FCTVA | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 98.424,00 | 639.756,00 | 246.060,00 | 984.240,00 |
| Net Agglo | 10.284,00 | 56.706,00 | 22.794,00 | 626.576,00 | 2.122.744,00 | 816.440,00 | 3.655.544,00 |
| TOTAL TTC | 10.284,00 | 56.706,00 | 22.794,00 | 1.000.000,00 | 3.900.000,00 | 1.500.000,00 | 6.489.784,00 |

3.3. Budget annexe zones d'activités économiques

Les projets en cours concernent les aménagements des zones d'activités de Pélissou et de Joulieu 2.

- **Joulieu 2** : l'installation de l'entreprise ENEDIS s'est faite courant 2021 (cession), il convient désormais de procéder à la démolition de la ferme pour achever les travaux d'aménagement (création de trois lots artisanaux).

| | 2019 | 2020 | 2021 | RAR | 2022 | TOTAL |
|------------------|-------------------|------------------|-------------------|------------------|-------------------|-------------------|
| TOTAL TTC | 334.729,96 | 11.836,57 | 402.929,46 | 23.885,95 | 210.000,00 | 983.381,94 |

| | 2019 | 2020 | 2021 | RAR | 2022 | TOTAL |
|--------------------|-------------------|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Subventions | 0,00 | 0,00 | 85.459,00 | 199.394,00 | 0,00 | 284.853,00 |
| ... DETR | 0,00 | 0,00 | 85.459,00 | 199.394,00 | | 284.853,00 |
| Cession | 0,00 | 0,00 | 428.420,00 | 0,00 | 80.000,00 | 508.420,00 |
| Net Agglo | 334.729,96 | 11.836,57 | -110.949,54 | -175.508,05 | 130.000,00 | 190.108,94 |
| TOTAL TTC | 334.729,96 | 11.836,57 | 402.929,46 | 23.885,95 | 210.000,00 | 983.381,94 |

- **Pélissou** : les études préalables à l'aménagement de la zone de Pélissou seront lancées en 2022.

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 et s. | TOTAL |
|------------------|-----------------|------------------|---------------------|---------------------|-------------|---------------------|
| TOTAL TTC | 2.652,00 | 97.348,00 | 1.350.000,00 | 1.350.000,00 | 0,00 | 2.800.000,00 |

| | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 et s. | TOTAL |
|--------------------|-----------------|------------------|---------------------|---------------------|---------------|---------------------|
| Subventions | 0,00 | 24.000,00 | 324.000,00 | 324.000,00 | 0,00 | 672.000,00 |
| ... DETR | 0,00 | 24.000,00 | 324.000,00 | 324.000,00 | | 672.000,00 |
| Cession | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 1.960.000,00 | 1.960.000,00 |
| Net Agglo | 2.652,00 | 73.348,00 | 1.026.000,00 | 1.026.000,00 | -1.960.000,00 | 168.000,00 |
| TOTAL TTC | 2.652,00 | 97.348,00 | 1.350.000,00 | 1.350.000,00 | 0,00 | 2.800.000,00 |

4. Prospective budgétaire

Les dépenses et recettes sont estimées sur la base :

- Des prévisions du budget principal 2022, basées notamment sur les résultats du compte administratif 2021.
- Des engagements connus (contrats, marchés, fluides).
- Des projets validés, notamment dans le cadre du projet de territoire.
- D'hypothèses de taux d'évolution.

4.1 Dépenses de fonctionnement

- Chapitre 011 (charges à caractère général)

- A partir de 2023 : si la fin de la délégation de compétence avec la région pour le transport scolaire est confirmée : inscription au chapitre 011 (marchés publics de transport) d'une partie de la dépense (498.000€) actuellement imputée en totalité sur le chapitre 65.
- A noter : pas de prise en compte (ni en dépenses ni en recettes) à ce stade du futur transfert de l'espace Olivier Carol : les dépenses (chapitres 011, 012, 65) seront intégralement compensées par une retenue sur attribution de compensation de la ville de Foix, donc principe de neutralité budgétaire au moment du transfert. Ensuite en revanche, l'attribution de compensation étant figée, L'agglo devra intégrer dans sa prospective la dynamique des charges.
- A partir de 2023, hors cas spécifique, hypothèse de croissance des dépenses de 2% par an.

- Chapitre 012 (charges de personnel)

- En 2023, est répercuté l'impact en année pleine des recrutements effectués dans le courant de l'année 2022 et le coût d'un agent chargé des transports scolaires si la gestion directe par L'agglo est confirmée (charge compensée par la dotation de compensation perçue au titre du transfert de compétence).
- A noter enfin que la prospective repose sur une croissance des charges de personnel de 2% (outre les dépenses ciblées en 2022 et 2023), et n'intègre donc pas une revalorisation du point d'indice tel qu'annoncé récemment par le Gouvernement (à titre d'illustration, 1% de revalorisation en 2022 équivaldrait à une dépense supplémentaire pour L'agglo de 410.000€ environ sur la durée de la prospective).

- Chapitre 014 (atténuation de produits)

- Comme indiqué précédemment, les attributions de compensation, qui constituent la majeure partie de la dépense de ce chapitre, ne seront impactées du futur transfert du centre Olivier Carol qu'à partir de 2023.
- Comme décidé dans le cadre de la prise de compétence PLUi, les procédures communales engagées préalablement au transfert et poursuivies par L'agglo font l'objet d'une retenue ponctuelle sur attribution de compensation (en année N pour les dépenses N-1).
- A partir de 2023, hors cas spécifique : hypothèse stabilité pour le FPIC, hypothèse de croissance de 2% par an pour les autres dépenses.

- Chapitre 65 (charges de gestion courante)

- En 2023, le chapitre est impacté, dans l'hypothèse de fin de délégation de compétence à la région pour les transports scolaires : 166.000€ maintenus (sur 0,8M€), qui devront être affinés, correspondant aux conventions qui seront signées avec la Région pour le transport sur les lignes de compétence régionale des élèves qui résident et sont scolarisés sur le territoire de L'agglo.
- De même, la subvention d'équilibre au budget annexe mobilité sur année pleine impacte également le chapitre (de 573.000€ en 2022 à 1,2 millions d'euros en 2023), compensée en recettes par le versement mobilité).
- A noter enfin à partir de 2023 la contribution au grand projet du Sud-Ouest (LGV) à hauteur de 60.000€ par an (pendant 40 ans, sous réserve de confirmation).

- **Chapitre 66 (charges financières)**

- Figurent dans ce chapitre le remboursement de l'intérêt des emprunts de la dette « ancienne » (celle déjà contractée) sur la base des tableaux d'amortissement connus, qui décroît logiquement (185.000€ en 2021 à 83.000€ en 2026) et la dette « nouvelle », qui sera mobilisée pour financer le plan pluriannuel d'investissement (45.000€ en 2023 à 84.000€ en 2026) sur la base d'un emprunt prévisionnel de 9M€.

4.2 Recettes de fonctionnement

- **Chapitre 70 (produit des services)**

- A partir de 2023, hypothèse de croissance des recettes de 2% par an.

- **Chapitre 73 (impôts et taxes)**

- Il est constaté une diminution de 0,7% entre le CA 2021 et la prévision 2022 qui s'explique notamment par une baisse de 800.000€ de CVAE (recettes exceptionnelles en 2021) et de 350.000€ de CFE (rôles supplémentaires perçus en 2021).
- Ces baisses sont atténuées par des recettes supplémentaires provenant du versement mobilité (sur 6 mois) à hauteur (prévision) de 680.000€.
- A noter en 2023 la perception en année pleine du versement mobilité (prévision 1,36M€).
- A partir de 2023, hors cas particuliers, hypothèses d'évolution des recettes variables (0% à 3% par an).

- **Chapitre 74 (dotations, subventions et participations)**

- Pour 2023 et suite, hypothèses d'évolution variables (-2% pour la dotation de compensation, stabilité pour la dotation d'intercommunalité, +2% pour le contrat enfance et la prestation de service CAF...).

4.3 Investissement

Les dépenses et recettes sont estimées sur la base :

- Du plan prévisionnel d'investissement (PPI), traduction du projet de territoire adopté en 2021 : une hypothèse de taux de réalisation de 90% est retenu (en dépenses et en recettes) pour la prospective budgétaire.
- De subventions prévisionnelles provenant des différents partenaires de L'agglo sollicitées dans le cadre notamment des contrats territoriaux (CRTE et CTO).
- D'un recours à l'emprunt estimé à 9M€ pour la période 2022-2026.

Le PPI est décliné en 4 axes du projet de territoire :

- **Axe 1 : attractivité et développement économique**

- 8,04 millions d'euros sur 2022-2026 dont 5,03 millions d'euros sur budget principal et 3,01 millions d'euros sur budgets annexes.
- A noter : l'hypothèse d'une maîtrise d'ouvrage confiée à l'ARAC pour la construction du cinéma (études à engager en 2022) impacte la présentation budgétaire : seule est affichée en dépenses une participation prévisionnelle de L'agglo en investissement à hauteur de 500.000€. En fonction des études, du coût de réalisation, des soutiens financiers... une charge de fonctionnement sera à prévoir pour la location de l'équipement achevé par L'agglo à l'ARAC (charge qui sera partiellement ou totalement compensée par le loyer qui sera versé à L'agglo par l'exploitant).
- A noter parmi les autres projets majeurs : création d'un centre de conférences aux Forges de Pyrène et aménagement/requalification de la zone de Peysales.
- A noter : sur les 5,03 millions d'euros de dépenses sur le budget principal, un niveau de recettes attendu de 50% (subventions, PUP, FCTVA).

- **Axe 2 : solidarités humaines**

- 9,64 millions d'euros sur 2022-2026 dont 9,09 millions d'euros sur budget principal et 550.000€ sur budget annexe.
- A noter : le projet de résidence autonomie (6,4 millions d'euros) est entièrement prévu sur le budget principal (la partie logements était initialement envisagée sur budget annexe). Grâce aux recettes de loyers des résidents, le budget annexe « remboursera » au budget principal la charge nette liée au bâtiment (coût global déduit des subventions obtenues). Le remboursement des annuités d'une partie conséquente de la dette contractée pour financer le PPI sera donc assuré par les recettes récurrentes des loyers perçus.
- A noter parmi les autres projets majeurs : la requalification de trois multi-accueils petite enfance, la requalification de la médiathèque à Foix, la fin de la requalification des salles omnisports.
- A noter : sur les 9,09 millions d'euros de dépenses sur le budget principal, un niveau de recettes attendu de 48% (subventions, FCTVA).

- **Axe 3 : transitions énergétiques et environnementales**

- 4,94 millions d'euros sur 2022-2026 (budget principal).
- A noter parmi les projets majeurs : le pôle d'échanges multimodal à Varilhes, le soutien aux communes (fonds de concours) dans le cadre du plan vélo, l'extension des locaux administratifs de L'agglo à Foix, la réalisation (en cours) du schéma directeur de gestion des eaux pluviales urbaines.
- A noter : le programme d'investissement qui résultera de la réalisation du schéma directeur de gestion des eaux pluviales urbaines n'est à ce stade pas intégré dans le PPI, donc non financé. Les modalités de financement (absence de fiscalité dédiée, contrairement à la Gemapi) devront être fixées pour les prochaines années (retenue sur attribution de compensation, quote-part de taxe d'aménagement...).
- A noter : sur les 4,94 millions d'euros de dépenses sur le budget principal, un niveau de recettes attendu de 47% (subventions, FCTVA).

- **Axe 4 : cohésion et solidarités territoriales**

- 10,84 millions d'euros sur 2022-2026 (budget principal), dont les travaux de voirie et les fonds de concours associés qui représentent 7,1 millions d'euros de dépenses avec participation nette de L'agglo de 2,4 millions d'euros (les recettes étant constituées de la DETR et des remboursements des communes). En rythme de croisière, les fonds de concours alloués aux communes s'élèvent à 486.000€, ce qui équivaut, en y ajoutant la part de FCTVA désormais perçue par les communes (83.000€) à la somme de 569.000€, soit en cohérence avec les objectifs du projet de territoire.
- A noter parmi les autres projets majeurs : l'aide à la pierre pour le logement public et privé (1,58 millions d'euros), le PLUi (1,12 millions d'euros), ainsi que le soutien aux communes à travers des fonds de concours « patrimoine » (400.000€) et une enveloppe de 500.000€ initialement dédiée à l'achat de matériel mutualisé qu'il sera proposé de transformer en fonds de concours travaux pour les communes de moins de 1.000 habitants (répartie en fonction de critères de péréquation).
- A noter : sur les 10,84 millions d'euros de dépenses sur le budget principal, un niveau de recettes attendu de 49% (subventions et remboursement des communes).

Soit, au total, un PPI à 36,41 millions d'euros TTC, répartis entre le budget principal (32,85 millions d'euros) et les budgets annexes (3,56 millions d'euros).

Sur les 32,85 millions d'euros du budget principal, le niveau de recettes attendu est de 17,47 millions d'euros, soit 53%, avec donc une charge nette prévisionnelle pour L'agglo de 15,38 millions d'euros, soit 3,08 millions d'euros par an.

Ramené à une hypothèse de taux de réalisation du PPI de 90%, cela équivaut à une dépense de 29,57 millions d'euros, un niveau de recettes attendu de 15,72 millions d'euros, soit une charge nette prévisionnelle pour L'agglo de 13,84 millions d'euros, soit 2,77 millions d'euros par an.

Compte-tenu de l'épargne nette dégagée à compter de 2022 (entre 805.000€ et 940.000€ par an), soit environ 4,5 millions d'euros sur la période, le besoin de financement est d'environ 9 millions d'euros, auquel il sera proposé de répondre par un recours à l'emprunt.

Compte-tenu de l'encours de la dette au 1^{er} janvier 2022 sur le budget principal, des remboursements prévus de la dette existante et des prévisions d'emprunt à venir, le capital restant dû serait de :

- 4,66 millions d'euros au 1^{er} janvier 2022.
- 10,07 millions d'euros au 1^{er} janvier 2027 (+ 9 millions d'euros empruntés – 3,58 millions d'euros remboursés).

La capacité de désendettement de L'agglo (encours de la dette/épargne brute) passerait donc à 5,7 ans en 2026 (pour rappel, il était estimé à 6 années en 2020).

Il est à noter que, dans l'hypothèse d'un taux de réalisation du PPI à 90%, le résultat global de clôture au terme de la prospective (2026) est de 1,45 millions d'euros, soit inférieur à l'objectif souhaitable de maintien à un niveau minimal de 2 millions d'euros environ.

PROSPECTIVE BUDGETAIRE : PPI 90% taux de réalisation 2022-2026

| | CA 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| Ch. 011 - charges à caractère général | 2 594 028 | 2 852 665 | 3 389 269 | 3 356 326 | 3 404 324 | 3 453 282 |
| Ch. 012 - charges de personnel | 7 481 765 | 8 100 000 | 8 395 201 | 8 563 105 | 8 734 367 | 8 909 054 |
| Ch. 014 - atténuation de produits | 3 455 524 | 3 313 515 | 3 254 132 | 3 330 010 | 3 332 013 | 3 334 057 |
| Ch. 65 - charges de gestion courante | 9 743 111 | 10 562 222 | 10 624 050 | 10 744 730 | 10 891 920 | 11 041 665 |
| Total dépenses d'exploitation | 23 274 427 | 24 828 402 | 25 662 653 | 25 994 171 | 26 362 624 | 26 738 058 |
| Ch. 66 - charges financières | 177 561 | 164 659 | 188 445 | 197 961 | 185 585 | 167 297 |
| <i>Dont dette ancienne</i> | 185 371 | 164 659 | 143 445 | 123 882 | 103 798 | 83 279 |
| <i>Dont dette nouvelle</i> | 0 | 0 | 45 000 | 74 079 | 81 787 | 84 018 |
| Ch. 67 - charges exceptionnelles | 203 320 | 50 000 | 51 000 | 52 020 | 53 060 | 54 122 |
| Dépenses réelles hors dépenses imprévues | 23 655 308 | 25 043 060 | 25 902 097 | 26 244 152 | 26 601 270 | 26 959 477 |
| Ch. 022 - charges imprévues | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Dépenses imprévues | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | 23 655 308 | 25 043 060 | 25 902 097 | 26 244 152 | 26 601 270 | 26 959 477 |
| Ch. 013 - atténuation de charges | 239 776 | 155 107 | 158 209 | 161 373 | 164 601 | 167 893 |
| Ch. 70 - produits des services | 1 779 912 | 1 948 636 | 1 929 249 | 2 012 406 | 2 096 334 | 2 138 261 |
| Ch. 73 - impôts et taxes | 16 578 590 | 16 374 088 | 17 436 409 | 17 759 071 | 18 088 177 | 18 423 861 |
| Ch. 74 - dotations, subventions et participations | 7 333 675 | 7 597 937 | 7 451 787 | 7 504 323 | 7 559 144 | 7 595 105 |
| Ch. 75 - produits de gestion courante | 250 131 | 235 826 | 240 542 | 245 353 | 250 260 | 255 266 |
| Recettes de gestion | 26 182 083 | 26 311 594 | 27 216 196 | 27 682 527 | 28 158 517 | 28 580 386 |
| Ch. 76 - produits financiers | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ch. 77 - produits exceptionnels | 139 441 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 |
| Recettes réelles de l'exercice | 26 321 524 | 26 361 594 | 27 266 196 | 27 732 527 | 28 208 517 | 28 630 386 |
| Ch. 002 - Résultat reporté | 4 528 118 | 2 376 257 | 1 482 693 | 2 151 751 | 2 240 981 | 1 757 380 |
| TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT | 30 849 642 | 28 737 851 | 28 748 889 | 29 884 277 | 30 449 498 | 30 387 766 |
| RESULTAT DE FONCTIONNEMENT | 7 194 334 | 3 694 790 | 2 846 792 | 3 640 125 | 3 848 228 | 3 428 289 |
| RESULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (hors reports) | 2 666 216 | 1 318 534 | 1 364 099 | 1 488 375 | 1 607 247 | 1 670 909 |
| Epargne de gestion | 2 843 777 | 1 483 193 | 1 552 543 | 1 686 336 | 1 792 832 | 1 838 206 |
| Epargne brute (yc intérêts) | 2 666 216 | 1 318 534 | 1 364 099 | 1 488 375 | 1 607 247 | 1 670 909 |
| Epargne nette (yc capital de la dette) | 2 119 628 | 762 996 | 749 831 | 725 989 | 785 753 | 842 493 |
| Ch. 16 - dettes et emprunts assimilés | 546 588 | 555 538 | 614 268 | 762 386 | 821 494 | 828 416 |
| <i>Dont dette ancienne</i> | 546 588 | 555 538 | 522 218 | 533 169 | 544 570 | 526 015 |
| <i>Dont dette nouvelle</i> | | | 92 050 | 229 217 | 276 924 | 302 401 |
| Dépenses d'équipement | 4 172 106 | 6 380 050 | 9 443 700 | 6 474 600 | 4 195 800 | 2 905 493 |
| Dépenses réelles de l'exercice | 4 718 694 | 6 935 588 | 10 057 968 | 7 236 986 | 5 017 294 | 3 733 909 |
| Déficit d'investissement reporté | 1 256 615 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT | 5 975 309 | 6 935 588 | 10 057 968 | 7 236 986 | 5 017 294 | 3 733 909 |
| Ch. 10 - Dotations et participations | 479 237 | 1 194 802 | 2 045 852 | 1 193 766 | 921 821 | 704 796 |
| <i>Ch. 16 - Emprunts et dettes</i> | 6 162 | | 4 500 000 | 3 000 000 | 1 000 000 | 500 000 |
| Subventions d'équipement | 671 833 | 3 528 689 | 2 817 075 | 1 644 075 | 1 004 625 | 558 750 |
| Recettes réelles de l'exercice | 1 157 232 | 4 723 490 | 9 362 927 | 5 837 841 | 2 926 446 | 1 763 546 |
| Excédent d'investissement reporté | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT | 1 157 232 | 4 723 490 | 9 362 927 | 5 837 841 | 2 926 446 | 1 763 546 |
| RESULTAT D'INVESTISSEMENT | -4 818 077 | -2 212 097 | -695 041 | -1 399 145 | -2 090 848 | -1 970 363 |
| RESULTAT D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE | -3 561 462 | -2 212 097 | -695 041 | -1 399 145 | -2 090 848 | -1 970 363 |
| RESULTAT GLOBAL DE CLOTURE | 2 376 257 | 1 482 693 | 2 151 751 | 2 240 981 | 1 757 380 | 1 457 926 |
| RESULTAT GLOBAL DE L'EXERCICE | -895 246 | -893 563 | 669 057 | 89 230 | -483 601 | -299 454 |

PROJET DE TERRITOIRE - AXE 1 : ATTRACTIVITE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

| Projets budget principal | | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Total |
|--|------------------------|----------------|------------------|------------------|----------------|----------------|------------------|
| 1.1 - ZA divers : requalification et amélioration | TTC | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 250 000 |
| | Subventions | 11 000 | 11 000 | 11 000 | 11 000 | 11 000 | 55 000 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 8 202 | 8 202 | 8 202 | 8 202 | 8 202 | 41 010 |
| | Net agglo | 30 798 | 30 798 | 30 798 | 30 798 | 30 798 | 153 990 |
| 1.1 - ZA Bigorre: requalification et amélioration | TTC | | | | 210 000 | | 210 000 |
| | Subventions | 0 | 0 | 0 | 87 500 | 0 | 87 500 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 0 | 0 | 0 | 34 448 | 0 | 34 448 |
| | Net agglo | 0 | 0 | 0 | 88 052 | 0 | 88 052 |
| 1.1 - ZA Joulieu 1 : requalification et amélioration | TTC | | | 176 000 | | | 176 000 |
| | Subventions | 0 | 0 | 73 333 | 0 | 0 | 73 333 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 0 | 0 | 28 871 | 0 | 0 | 28 871 |
| | Net agglo | 0 | 0 | 73 796 | 0 | 0 | 73 796 |
| 1.1 - Aides à l'immobilier d'entreprises | TTC | 113 200 | 150 000 | 100 000 | 100 000 | 186 325 | 649 525 |
| | Subventions | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Net agglo | 113 200 | 150 000 | 100 000 | 100 000 | 186 325 | 649 525 |
| 1.2 - ZAE Peysales - rond-point | TTC | | 720 000 | | | | 720 000 |
| | Subventions | | 300 000 | 0 | 0 | 0 | 300 000 |
| | Autres recettes | | 300 000 | 0 | 0 | 0 | 300 000 |
| | FCTVA | 0 | 118 109 | 0 | 0 | 0 | 118 109 |
| | Net agglo | 0 | 1 891 | 0 | 0 | 0 | 1 891 |
| 1.2 - ZAE Peysales - rue V. Hugo | TTC | | | 700 000 | | | 700 000 |
| | Subventions | 0 | 0 | 291 667 | 0 | 0 | 291 667 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 0 | 0 | 114 828 | 0 | 0 | 114 828 |
| | Net agglo | 0 | 0 | 293 505 | 0 | 0 | 293 505 |
| 1.2 - ZAE Peysales - traitement traversante (RD) | TTC | | | | 250 000 | 250 000 | 500 000 |
| | Subventions | 0 | 0 | 0 | 104 167 | 104 167 | 208 333 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 0 | 0 | 0 | 41 010 | 41 010 | 82 020 |
| | Net agglo | 0 | 0 | 0 | 104 823 | 104 823 | 209 647 |
| 1.2 - Foix - Construction d'un cinéma | TTC | | | 500 000 | | | 500 000 |
| | Subventions | 0 | 0 | | 0 | 0 | 0 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Net agglo | 0 | 0 | 500 000 | 0 | 0 | 500 000 |
| 1.3 - ZATForges de Pyrène - rénovation (hors énergie) espace Destrem | TTC | 120 000 | 680 000 | | | | 800 000 |
| | Subventions | 50 000 | 283 333 | 0 | 0 | 0 | 333 333 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 19 685 | 111 547 | 0 | 0 | 0 | 131 232 |
| | Net agglo | 50 315 | 285 119 | 0 | 0 | 0 | 335 435 |
| 1.3 - ZATForges de Pyrène - sécurisation du site | TTC | 78 000 | | | | | 78 000 |
| | Subventions | 39 071 | 0 | 0 | 0 | 0 | 39 071 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 12 795 | 0 | 0 | 0 | 0 | 12 795 |
| | Net agglo | 26 134 | 0 | 0 | 0 | 0 | 26 134 |
| 1.3 - Tourisme - sentiers (dont fil de l'eau) | TTC | 30 000 | 60 000 | 60 000 | 50 000 | 50 000 | 250 000 |
| | Subventions | 12 500 | 25 000 | 25 000 | 20 833 | 20 833 | 104 167 |
| | Autres recettes | | | | | | 0 |
| | FCTVA | 4 921 | 9 842 | 9 842 | 8 202 | 8 202 | 41 010 |
| | Net agglo | 12 579 | 25 158 | 25 158 | 20 965 | 20 965 | 104 823 |
| 1.3 - Tourisme - Prat d'Albis | TTC | | | 100 000 | 100 000 | | 200 000 |
| | Subventions | 0 | 0 | 41 667 | 41 667 | 0 | 83 333 |
| | Autres recettes | | | | | | 0 |
| | FCTVA | 0 | 0 | 16 404 | 16 404 | 0 | 32 808 |
| | Net agglo | 0 | 0 | 41 929 | 41 929 | 0 | 83 859 |
| TOTAL BUDGET PRINCIPAL | TTC | 391 200 | 1 660 000 | 1 686 000 | 760 000 | 536 325 | 5 033 525 |
| | Subventions | 112 571 | 619 333 | 442 667 | 265 167 | 136 000 | 1 575 738 |
| | Autres recettes | 0 | 300 000 | 0 | 0 | 0 | 300 000 |
| | FCTVA | 45 603 | 247 700 | 178 147 | 108 266 | 57 414 | 637 131 |
| | Net agglo | 233 026 | 492 966 | 1 065 186 | 386 567 | 342 911 | 2 520 656 |

| Projets budgets annexes | | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Total |
|--------------------------------------|------------------------|----------------|------------------|------------------|-----------------|-----------------|------------------|
| 1.1 - ZAE - aménagement Péligou | HT | 100 000 | 1 350 000 | 1 350 000 | | | 2 800 000 |
| | Subventions | 24 000 | 324 000 | 324 000 | 0 | 0 | 672 000 |
| | Autres recettes | | | | 980 000 | 980 000 | 1 960 000 |
| | FCTVA | | | | | | 0 |
| | Net aggro | 76 000 | 1 026 000 | 1 026 000 | -980 000 | -980 000 | 168 000 |
| 1.1 - ZAE - aménagement Jouliou 2 | TTC | 210 000 | | | | | 210 000 |
| | Subventions | 198 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 198 000 |
| | Autres recettes | 80 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 80 000 |
| | FCTVA | | | | | | 0 |
| | Net aggro | -68 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | -68 000 |
| TOTAL BUDGETS ANNEXES | TTC | 310 000 | 1 350 000 | 1 350 000 | 0 | 0 | 3 010 000 |
| | Subventions | 222 000 | 324 000 | 324 000 | 0 | 0 | 870 000 |
| | Autres recettes | 80 000 | 0 | 0 | 980 000 | 980 000 | 2 040 000 |
| | FCTVA | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Net aggro | 8 000 | 1 026 000 | 1 026 000 | -980 000 | -980 000 | 100 000 |
| Total projets axe 1 | | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Total |
| TOTAL GENERAL AXE 1 | TTC | 701 200 | 3 010 000 | 3 036 000 | 760 000 | 536 325 | 8 043 525 |
| | Subventions | 334 571 | 943 333 | 766 667 | 265 167 | 136 000 | 2 445 738 |
| | Autres recettes | 80 000 | 300 000 | 0 | 980 000 | 980 000 | 2 340 000 |
| | FCTVA | 45 603 | 247 700 | 178 147 | 108 266 | 57 414 | 637 131 |
| | Net aggro | 241 026 | 1 518 966 | 2 091 186 | -593 433 | -637 089 | 2 620 656 |

PROJET DE TERRITOIRE - AXE 2 : SOLIDARITES HUMAINES

| Projets budget principal | | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Total |
|---|------------------------|------------------|------------------|------------------|----------------|----------------|------------------|
| 2.1 - Personnes âgées - espaces CLIC et communs résidence autonomie Foix | TTC | 100 000 | 650 000 | 250 000 | | | 1 000 000 |
| | Subventions | 50 000 | 325 000 | 125 000 | 0 | 0 | 500 000 |
| | Autres recettes | | | | | | 0 |
| | FCTVA | 16 404 | 106 626 | 41 010 | 0 | 0 | 164 040 |
| | Net agglo | 33 596 | 218 374 | 83 990 | 0 | 0 | 335 960 |
| 2.1 - Personnes âgées - espaces logements | TTC | 500 000 | 3 250 000 | 1 250 000 | | | 5 000 000 |
| | Subventions | 125 000 | 812 500 | 312 500 | 0 | 0 | 1 250 000 |
| | Autres recettes | | | | | | 0 |
| | FCTVA | 82 020 | 533 130 | 205 050 | 0 | 0 | 820 200 |
| | Net agglo | 292 980 | 1 904 370 | 732 450 | 0 | 0 | 2 929 800 |
| 2.1 - Personnes âgées - acquisition Lestrade | TTC | 400 000 | | | | | 400 000 |
| | Subventions | 100 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 100 000 |
| | Autres recettes | | | | | | 0 |
| | FCTVA | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Net agglo | 300 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 300 000 |
| 2.2 - Petite enfance - requalification des multi-accueils | TTC | 25 000 | 25 000 | 350 000 | 225 000 | 225 000 | 850 000 |
| | Subventions | | | 175 000 | 112 500 | 112 500 | 400 000 |
| | Autres recettes | | | | | | 0 |
| | FCTVA | 4 101 | 4 101 | 57 414 | 36 909 | 36 909 | 139 434 |
| | Net agglo | 20 899 | 20 899 | 117 586 | 75 591 | 75 591 | 310 566 |
| 2.2 - Petite enfance - extension Maison de l'enfance Ferrières, locaux administratifs | TTC | | | | 150 000 | | 150 000 |
| | Subventions | 0 | 0 | 0 | 62 500 | 0 | 62 500 |
| | Autres recettes | | | | | | 0 |
| | FCTVA | 0 | 0 | 0 | 24 606 | 0 | 24 606 |
| | Net agglo | 0 | 0 | 0 | 62 894 | 0 | 62 894 |
| 2.4 - Culture - requalification médiathèque Foix (hors NRJ) | TTC | 100 000 | 400 000 | | | | 500 000 |
| | Subventions | 50 000 | 200 000 | 0 | 0 | 0 | 250 000 |
| | Autres recettes | | | | | | 0 |
| | FCTVA | 16 404 | 65 616 | 0 | 0 | 0 | 82 020 |
| | Net agglo | 33 596 | 134 384 | 0 | 0 | 0 | 167 980 |
| 2.4 - Culture - fonds documentaire médiathèques | TTC | 80 000 | 80 000 | 80 000 | 80 000 | 80 000 | 400 000 |
| | Subventions | 16 667 | 16 667 | 16 667 | 16 667 | 16 667 | 83 333 |
| | Autres recettes | | | | | | 0 |
| | FCTVA | 13 123 | 13 123 | 13 123 | 13 123 | 13 123 | 65 616 |
| | Net agglo | 50 210 | 50 210 | 50 210 | 50 210 | 50 210 | 251 051 |
| 2.5 - Sport - requalification et aménagement complexe SO Vernajoul | TTC | | 150 000 | | | | 150 000 |
| | Subventions | 0 | 75 000 | 0 | 0 | 0 | 75 000 |
| | Autres recettes | | | | | | 0 |
| | FCTVA | 0 | 24 606 | 0 | 0 | 0 | 24 606 |
| | Net agglo | 0 | 50 394 | 0 | 0 | 0 | 50 394 |
| 2.5 - Sport - salle omnisports Ferrières | TTC | | 70 000 | | 230 000 | | 300 000 |
| | Subventions | 0 | 35 000 | 0 | 115 000 | 0 | 150 000 |
| | Autres recettes | | | | | | 0 |
| | FCTVA | 0 | 11 483 | 0 | 37 729 | 0 | 49 212 |
| | Net agglo | 0 | 23 517 | 0 | 77 271 | 0 | 100 788 |
| 2.5 - Sport - financement gymnase CFA | TTC | 150 000 | | | | | 150 000 |
| | Subventions | | | | | | 0 |
| | Autres recettes | | | | | | 0 |
| | FCTVA | | | | | | 0 |
| | Net agglo | 150 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 150 000 |
| TOTAL BUDGET PRINCIPAL | TTC | 1 355 000 | 4 625 000 | 1 930 000 | 685 000 | 305 000 | 8 900 000 |
| | Subventions | 341 667 | 1 464 167 | 629 167 | 306 667 | 129 167 | 2 870 833 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 132 052 | 758 685 | 316 597 | 112 367 | 50 032 | 1 369 734 |
| | Net agglo | 881 281 | 2 402 148 | 984 236 | 265 966 | 125 801 | 4 659 433 |

| Projets budgets annexes | | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Total |
|--|------------------------|------------------|------------------|------------------|----------------|----------------|------------------|
| 2.1 - Personnes âgées - rénovation résidence autonomie Varilhes (SdeB et logements) | TTC | 200 000 | 200 000 | | | | 400 000 |
| | Subventions | 142 000 | 142 000 | 0 | 0 | 0 | 284 000 |
| | Autres recettes | | | | | | 0 |
| | FCTVA | 32 808 | 32 808 | 0 | 0 | 0 | 65 616 |
| | Net agglo | 25 192 | 25 192 | 0 | 0 | 0 | 50 384 |
| 2.1 - Personnes âgées - rénovation résidence autonomie Varilhes (accueil) | TTC | | | | 150 000 | | 150 000 |
| | Subventions | 0 | 0 | 0 | 62 500 | 0 | 62 500 |
| | Autres recettes | | | | | | 0 |
| | FCTVA | 0 | 0 | 0 | 24 606 | 0 | 24 606 |
| | Net agglo | 0 | 0 | 0 | 62 894 | 0 | 62 894 |
| TOTAL BUDGETS ANNEXES | TTC | 200 000 | 200 000 | 0 | 150 000 | 0 | 550 000 |
| | Subventions | 142 000 | 142 000 | 0 | 62 500 | 0 | 346 500 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 32 808 | 32 808 | 0 | 24 606 | 0 | 90 222 |
| | Net agglo | 25 192 | 25 192 | 0 | 62 894 | 0 | 113 278 |
| | | | | | | | |
| Total projets axe 2 | | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Total |
| TOTAL GENERAL AXE 2 | TTC | 1 555 000 | 4 825 000 | 1 930 000 | 835 000 | 305 000 | 9 450 000 |
| | Subventions | 483 667 | 1 606 167 | 629 167 | 369 167 | 129 167 | 3 217 333 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 164 860 | 791 493 | 316 597 | 136 973 | 50 032 | 1 459 956 |
| | Net agglo | 906 473 | 2 427 340 | 984 236 | 328 860 | 125 801 | 4 772 711 |

PROJET DE TERRITOIRE - AXE 3 : TRANSITIONS ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES

| Projets budget principal | | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Total |
|--|------------------------|------------------|------------------|----------------|----------------|----------------|------------------|
| 3.1 - Mobilités - pôle d'échange multimodal Varilhes | TTC | 50 000 | 671 000 | 671 000 | | | 1 392 000 |
| | Subventions | 25 000 | 335 500 | 335 500 | 0 | 0 | 696 000 |
| | Autres recettes | | | | | | 0 |
| | FCTVA | 8 202 | 110 071 | 110 071 | 0 | 0 | 228 344 |
| | Net agglo | 16 798 | 225 429 | 225 429 | 0 | 0 | 467 656 |
| 3.1 - Mobilités - plan vélo (fonds de concours communes et voiries communautaires) | TTC | 180 000 | 180 000 | 180 000 | 180 000 | 180 000 | 900 000 |
| | Subventions | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Autres recettes | | | | | | 0 |
| | FCTVA | | | | | | 0 |
| | Net agglo | 180 000 | 180 000 | 180 000 | 180 000 | 180 000 | 900 000 |
| 3.1 - Mobilités - aménagement points d'arrêt (dont accessibilité) | TTC | 100 000 | 100 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 350 000 |
| | Subventions | 33 333 | 33 333 | 16 667 | 16 667 | 16 667 | 116 667 |
| | Autres recettes | | | | | | 0 |
| | FCTVA | 16 404 | 16 404 | 8 202 | 8 202 | 8 202 | 57 414 |
| | Net agglo | 50 263 | 50 263 | 25 131 | 25 131 | 25 131 | 175 919 |
| 3.2 - Energie - rénovation énergétique espace Destrem | TTC | | 200 000 | | | | 200 000 |
| | Subventions | 0 | 100 000 | 0 | 0 | 0 | 100 000 |
| | Autres recettes | | | | | | 0 |
| | FCTVA | 0 | 32 808 | 0 | 0 | 0 | 32 808 |
| | Net agglo | 0 | 67 192 | 0 | 0 | 0 | 67 192 |
| 3.2 - Energie - requalification énergétique médiathèque Foix | TTC | 60 000 | 240 000 | | | | 300 000 |
| | Subventions | 30 000 | 120 000 | 0 | 0 | 0 | 150 000 |
| | Autres recettes | | | | | | 0 |
| | FCTVA | 9 842 | 39 370 | 0 | 0 | 0 | 49 212 |
| | Net agglo | 20 158 | 80 630 | 0 | 0 | 0 | 100 788 |
| 3.3 - Centre technique Verniolle | TTC | | | | 500 000 | | 500 000 |
| | Subventions | 0 | 0 | 0 | 125 000 | 0 | 125 000 |
| | Autres recettes | | | | | | 0 |
| | FCTVA | 0 | 0 | 0 | 82 020 | 0 | 82 020 |
| | Net agglo | 0 | 0 | 0 | 292 980 | 0 | 292 980 |
| 3.3 - Aménagement parvis (hors extension siège) | TTC | 150 000 | | | | | 150 000 |
| | Subventions | 62 500 | 0 | 0 | 0 | 0 | 62 500 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 24 606 | 0 | 0 | 0 | 0 | 24 606 |
| | Net agglo | 62 894 | 0 | 0 | 0 | 0 | 62 894 |
| 3.3 - Extension siège Foix | TTC | 500 000 | 220 000 | | | | 720 000 |
| | Subventions | 125 000 | 55 000 | 0 | 0 | 0 | 180 000 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 82 020 | 36 089 | 0 | 0 | 0 | 118 109 |
| | Net agglo | 292 980 | 128 911 | 0 | 0 | 0 | 421 891 |
| 3.4 - Grand cycle de l'eau - schéma directeur pluvial | TTC | 434 864 | | | | | 434 864 |
| | Subventions | 222 860 | 0 | 0 | 0 | 0 | 222 860 |
| | Autres recettes | | | | | | 0 |
| | FCTVA | 71 335 | 0 | 0 | 0 | 0 | 71 335 |
| | Net agglo | 140 669 | 0 | 0 | 0 | 0 | 140 669 |
| 3.4 - Grand cycle de l'eau - schéma directeur pluvial : travaux | TTC | 0 | | | | | 0 |
| | Subventions | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Net agglo | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL BUDGET PRINCIPAL | TTC | 1 474 864 | 1 611 000 | 901 000 | 730 000 | 230 000 | 4 946 864 |
| | Subventions | 498 693 | 643 833 | 352 167 | 141 667 | 16 667 | 1 653 027 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 212 409 | 234 741 | 118 273 | 90 222 | 8 202 | 663 848 |
| | Net agglo | 763 761 | 732 425 | 430 560 | 498 111 | 205 131 | 2 629 990 |
| Total axe 3 | | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Total |
| TOTAL GENERAL AXE 3 | TTC | 1 474 864 | 1 611 000 | 901 000 | 730 000 | 230 000 | 4 946 864 |
| | Subventions | 498 693 | 643 833 | 352 167 | 141 667 | 16 667 | 1 653 027 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 212 409 | 234 741 | 118 273 | 90 222 | 8 202 | 663 848 |
| | Net agglo | 763 761 | 732 425 | 430 560 | 498 111 | 205 131 | 2 629 990 |

PROJET DE TERRITOIRE - AXE 4 : COHESION ET SOLIDARITES TERRITORIALES

| Projets budget principal | | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Total |
|---|------------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|
| 4.1 - Soutien aux communes - fonds de concours voirie Foix | TTC | 106 000 | 61 000 | 61 000 | 61 000 | 61 000 | 350 000 |
| | Subventions | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | | | | | | 0 |
| | Net agglo | 106 000 | 61 000 | 61 000 | 61 000 | 61 000 | 350 000 |
| 4.1 - Soutien aux communes - fonds de concours et travaux de voirie sous mandat | TTC | 1 356 000 | 1 356 000 | 1 356 000 | 1 356 000 | 1 356 000 | 6 780 000 |
| | Subventions | 339 000 | 339 000 | 339 000 | 339 000 | 339 000 | 1 695 000 |
| | Autres recettes | 674 572 | 592 000 | 592 000 | 592 000 | 592 000 | 3 042 572 |
| | FCTVA | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Net agglo | 342 428 | 425 000 | 425 000 | 425 000 | 425 000 | 2 042 428 |
| 4.1 - Soutien aux communes - intervention sur le patrimoine | TTC | | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 400 000 |
| | Subventions | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Net agglo | 0 | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 400 000 |
| 4.1 - Soutien aux communes - achat de matériel mutualisé | TTC | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 100 000 | 500 000 |
| | Subventions | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 16 404 | 16 404 | 16 404 | 16 404 | 16 404 | 82 020 |
| | Net agglo | 83 596 | 83 596 | 83 596 | 83 596 | 83 596 | 417 980 |
| 4.2 - Habitat - aides à la pierre LLS et accession sociale | TTC | 234 000 | 160 000 | 240 000 | 50 000 | | 684 000 |
| | Subventions | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Net agglo | 234 000 | 160 000 | 240 000 | 50 000 | 0 | 684 000 |
| 4.2 - Habitat - aides à la pierre LLS communaux | TTC | 30 000 | 30 000 | 30 000 | 30 000 | 30 000 | 150 000 |
| | Subventions | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Net agglo | 30 000 | 30 000 | 30 000 | 30 000 | 30 000 | 150 000 |
| 4.2 - Habitat - aides à l'habitat privé Opah-RU/PIG | TTC | 150 000 | 150 000 | 150 000 | 150 000 | 150 000 | 750 000 |
| | Subventions | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Net agglo | 150 000 | 150 000 | 150 000 | 150 000 | 150 000 | 750 000 |
| 4.3 - Aménagement - PLUI | TTC | 280 000 | 280 000 | 280 000 | 280 000 | | 1 120 000 |
| | Subventions | 63 750 | 63 750 | 63 750 | 63 750 | 0 | 255 000 |
| | Autres recettes | | | | | | 0 |
| | FCTVA | 45 931 | 45 931 | 45 931 | 45 931 | 0 | 183 725 |
| | Net agglo | 170 319 | 170 319 | 170 319 | 170 319 | 0 | 681 275 |
| 4.3 - Aménagement - PLUI communaux | TTC | 107 465 | | | | | 107 465 |
| | Subventions | | | | | 0 | 0 |
| | Autres recettes | | | | | | 0 |
| | FCTVA | 17 629 | 0 | 0 | 0 | 0 | 17 629 |
| | Net agglo | 89 836 | 0 | 0 | 0 | 0 | 89 836 |
| TOTAL BUDGET PRINCIPAL | TTC | 2 363 465 | 2 237 000 | 2 317 000 | 2 127 000 | 1 797 000 | 10 841 465 |
| | Subventions | 402 750 | 402 750 | 402 750 | 402 750 | 339 000 | 1 950 000 |
| | Autres recettes | 674 572 | 592 000 | 592 000 | 592 000 | 592 000 | 3 042 572 |
| | FCTVA | 79 964 | 62 335 | 62 335 | 62 335 | 16 404 | 283 373 |
| | Net agglo | 1 206 179 | 1 179 915 | 1 259 915 | 1 069 915 | 849 596 | 5 565 520 |
| Total axe 4 | | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Total |
| TOTAL GENERAL AXE 4 | TTC | 2 363 465 | 2 237 000 | 2 317 000 | 2 127 000 | 1 797 000 | 10 841 465 |
| | Subventions | 402 750 | 402 750 | 402 750 | 402 750 | 339 000 | 1 950 000 |
| | Autres recettes | 674 572 | 592 000 | 592 000 | 592 000 | 592 000 | 3 042 572 |
| | FCTVA | 79 964 | 62 335 | 62 335 | 62 335 | 16 404 | 283 373 |
| | Net agglo | 1 206 179 | 1 179 915 | 1 259 915 | 1 069 915 | 849 596 | 5 565 520 |

PROJET DE TERRITOIRE - DIVERS

| Projets budget principal | | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Total |
|-----------------------------|------------------------|-------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|------------------|
| Matériel informatique | TTC | 60 000 | 60 000 | 60 000 | 60 000 | 60 000 | 300 000 |
| | Subventions | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 9 842 | 9 842 | 9 842 | 9 842 | 9 842 | 49 212 |
| | Net agglo | 50 158 | 50 158 | 50 158 | 50 158 | 50 158 | 250 788 |
| Entretien patrimoine divers | TTC | 250 000 | 250 000 | 250 000 | 250 000 | 250 000 | 1 250 000 |
| | Subventions | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 41 010 | 41 010 | 41 010 | 41 010 | 41 010 | 205 050 |
| | Net agglo | 208 990 | 208 990 | 208 990 | 208 990 | 208 990 | 1 044 950 |
| Accessibilité | TTC | 200 000 | | | | | 200 000 |
| | Subventions | 133 333 | 0 | 0 | 0 | 0 | 133 333 |
| | Autres recettes | | | | | | 0 |
| | FCTVA | 32 808 | 0 | 0 | 0 | 0 | 32 808 |
| | Net agglo | 33 859 | 0 | 0 | 0 | 0 | 33 859 |
| Divers | TTC | | | | | | 0 |
| | Subventions | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Autres recettes | | | | | | 0 |
| | FCTVA | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Net agglo | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Divers | TTC | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 50 000 | 250 000 |
| | Subventions | 13 508 | 0 | 0 | 0 | 0 | 13 508 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 8 202 | 8 202 | 8 202 | 8 202 | 8 202 | 41 010 |
| | Net agglo | 28 290 | 41 798 | 41 798 | 41 798 | 41 798 | 195 482 |
| Restes à réaliser | TTC | 944 415 | | | | | |
| | Subventions | 2 418 243 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 418 243 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 91 095 | 18 652 | 0 | 0 | 0 | 109 747 |
| | Net agglo | -1 564 922 | -18 652 | 0 | 0 | 0 | -1 583 574 |
| TOTAL | TTC | 1 504 415 | 360 000 | 360 000 | 360 000 | 360 000 | 2 944 415 |
| | Subventions | 2 565 084 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 565 084 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 182 957 | 77 707 | 59 054 | 59 054 | 59 054 | 437 827 |
| | Net agglo | -1 243 626 | 282 293 | 300 946 | 300 946 | 300 946 | -58 496 |
| Total projets divers | | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Total |
| TOTAL GENERAL DIVERS | TTC | 1 504 415 | 360 000 | 360 000 | 360 000 | 360 000 | 2 944 415 |
| | Subventions | 2 565 084 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 565 084 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 182 957 | 77 707 | 59 054 | 59 054 | 59 054 | 437 827 |
| | Net agglo | -1 243 626 | 282 293 | 300 946 | 300 946 | 300 946 | -58 496 |

PROJET DE TERRITOIRE - TOTAL BUDGET PRINCIPAL

| Projets budget principal | | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Total |
|---|------------------------|------------------|-------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|
| AXE 1 - ATTRACTIVITE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE | TTC | 391 200 | 1 660 000 | 1 686 000 | 760 000 | 536 325 | 5 033 525 |
| | Subventions | 112 571 | 619 333 | 442 667 | 265 167 | 136 000 | 1 575 738 |
| | Autres recettes | 0 | 300 000 | 0 | 0 | 0 | 300 000 |
| | FCTVA | 45 603 | 247 700 | 178 147 | 108 266 | 57 414 | 637 131 |
| | Net agglo | 233 026 | 492 966 | 1 065 186 | 386 567 | 342 911 | 2 520 656 |
| AXE 2 - SOLIDARITES HUMAINES | TTC | 1 355 000 | 4 625 000 | 1 930 000 | 685 000 | 305 000 | 8 900 000 |
| | Subventions | 341 667 | 1 464 167 | 629 167 | 306 667 | 129 167 | 2 870 833 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 132 052 | 758 685 | 316 597 | 112 367 | 50 032 | 1 369 734 |
| | Net agglo | 881 281 | 2 402 148 | 984 236 | 265 966 | 125 801 | 4 659 433 |
| AXE 3 - TRANSITIONS ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES | TTC | 1 474 864 | 1 611 000 | 901 000 | 730 000 | 230 000 | 4 946 864 |
| | Subventions | 498 693 | 643 833 | 352 167 | 141 667 | 16 667 | 1 653 027 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 212 409 | 234 741 | 118 273 | 90 222 | 8 202 | 663 848 |
| | Net agglo | 763 761 | 732 425 | 430 560 | 498 111 | 205 131 | 2 629 990 |
| AXE 4 - COHESION ET SOLIDARITES TERRITORIALES | TTC | 2 363 465 | 2 237 000 | 2 317 000 | 2 127 000 | 1 797 000 | 10 841 465 |
| | Subventions | 402 750 | 402 750 | 402 750 | 402 750 | 339 000 | 1 950 000 |
| | Autres recettes | 674 572 | 592 000 | 592 000 | 592 000 | 592 000 | 3 042 572 |
| | FCTVA | 79 964 | 62 335 | 62 335 | 62 335 | 16 404 | 283 373 |
| | Net agglo | 1 206 179 | 1 179 915 | 1 259 915 | 1 069 915 | 849 596 | 5 565 520 |
| DIVERS | TTC | 1 504 415 | 360 000 | 360 000 | 360 000 | 360 000 | 2 944 415 |
| | Subventions | 2 565 084 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 565 084 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 182 957 | 77 707 | 59 054 | 59 054 | 59 054 | 437 827 |
| | Net agglo | -1 243 626 | 282 293 | 300 946 | 300 946 | 300 946 | -58 496 |
| TOTAL BP | TTC | 7 088 944 | 10 493 000 | 7 194 000 | 4 662 000 | 3 228 325 | 32 666 269 |
| | Subventions | 3 920 765 | 3 130 083 | 1 826 750 | 1 116 250 | 620 833 | 10 614 682 |
| | Autres recettes | 674 572 | 892 000 | 592 000 | 592 000 | 592 000 | 3 342 572 |
| | FCTVA | 652 986 | 1 381 169 | 734 407 | 432 245 | 191 107 | 3 391 913 |
| | Net agglo | 1 840 622 | 5 089 748 | 4 040 843 | 2 521 505 | 1 824 385 | 15 317 102 |

PROJET DE TERRITOIRE - TOTAL BUDGETS ANNEXES

| Projets budgets annexes | | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Total |
|---|-----------------|---------|-----------|-----------|----------|----------|-----------|
| AXE 1 - ATTRACTIVITE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE | TTC | 310 000 | 1 350 000 | 1 350 000 | 0 | 0 | 3 010 000 |
| | Subventions | 222 000 | 324 000 | 324 000 | 0 | 0 | 870 000 |
| | Autres recettes | 80 000 | 0 | 0 | 980 000 | 980 000 | 2 040 000 |
| | FCTVA | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Net agglo | 8 000 | 1 026 000 | 1 026 000 | -980 000 | -980 000 | 100 000 |
| AXE 2 - SOLIDARITES HUMAINES | TTC | 200 000 | 200 000 | 0 | 150 000 | 0 | 550 000 |
| | Subventions | 142 000 | 142 000 | 0 | 62 500 | 0 | 346 500 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 32 808 | 32 808 | 0 | 24 606 | 0 | 90 222 |
| | Net agglo | 25 192 | 25 192 | 0 | 62 894 | 0 | 113 278 |
| AXE 3 - TRANSITIONS ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES | TTC | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Subventions | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Net agglo | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| AXE 4 - COHESION ET SOLIDARITES TERRITORIALES | TTC | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Subventions | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Net agglo | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| DIVERS | TTC | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Subventions | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | Net agglo | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| TOTAL budgets annexes | TTC | 510 000 | 1 550 000 | 1 350 000 | 150 000 | 0 | 3 560 000 |
| | Subventions | 364 000 | 466 000 | 324 000 | 62 500 | 0 | 1 216 500 |
| | Autres recettes | 80 000 | 0 | 0 | 980 000 | 980 000 | 2 040 000 |
| | FCTVA | 32 808 | 32 808 | 0 | 24 606 | 0 | 90 222 |
| | Net agglo | 33 192 | 1 051 192 | 1 026 000 | -917 106 | -980 000 | 213 278 |

PROJET DE TERRITOIRE - TOTAL TOUS BUDGETS

| Total projets | | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | Total |
|---|------------------------|------------------|-------------------|------------------|------------------|------------------|-------------------|
| AXE 1 - ATTRACTIVITE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE | TTC | 701 200 | 3 010 000 | 3 036 000 | 760 000 | 536 325 | 8 043 525 |
| | Subventions | 334 571 | 943 333 | 766 667 | 265 167 | 136 000 | 2 445 738 |
| | Autres recettes | 80 000 | 300 000 | 0 | 980 000 | 980 000 | 2 340 000 |
| | FCTVA | 45 603 | 247 700 | 178 147 | 108 266 | 57 414 | 637 131 |
| | Net agglo | 241 026 | 1 518 966 | 2 091 186 | -593 433 | -637 089 | 2 620 656 |
| AXE 2 - SOLIDARITES HUMAINES | TTC | 1 555 000 | 4 825 000 | 1 930 000 | 835 000 | 305 000 | 9 450 000 |
| | Subventions | 483 667 | 1 606 167 | 629 167 | 369 167 | 129 167 | 3 217 333 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 164 860 | 791 493 | 316 597 | 136 973 | 50 032 | 1 459 956 |
| | Net agglo | 906 473 | 2 427 340 | 984 236 | 328 860 | 125 801 | 4 772 711 |
| AXE 3 - TRANSITIONS ENERGETIQUES ET ENVIRONNEMENTALES | TTC | 1 474 864 | 1 611 000 | 901 000 | 730 000 | 230 000 | 4 946 864 |
| | Subventions | 498 693 | 643 833 | 352 167 | 141 667 | 16 667 | 1 653 027 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 212 409 | 234 741 | 118 273 | 90 222 | 8 202 | 663 848 |
| | Net agglo | 763 761 | 732 425 | 430 560 | 498 111 | 205 131 | 2 629 990 |
| AXE 4 - COHESION ET SOLIDARITES TERRITORIALES | TTC | 2 363 465 | 2 237 000 | 2 317 000 | 2 127 000 | 1 797 000 | 10 841 465 |
| | Subventions | 402 750 | 402 750 | 402 750 | 402 750 | 339 000 | 1 950 000 |
| | Autres recettes | 674 572 | 592 000 | 592 000 | 592 000 | 592 000 | |
| | FCTVA | 79 964 | 62 335 | 62 335 | 62 335 | 16 404 | 283 373 |
| | Net agglo | 1 206 179 | 1 179 915 | 1 259 915 | 1 069 915 | 849 596 | 5 565 520 |
| DIVERS | TTC | 1 504 415 | 360 000 | 360 000 | 360 000 | 360 000 | 2 944 415 |
| | Subventions | 2 565 084 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 565 084 |
| | Autres recettes | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | FCTVA | 182 957 | 77 707 | 59 054 | 59 054 | 59 054 | 437 827 |
| | Net agglo | -1 243 626 | 282 293 | 300 946 | 300 946 | 300 946 | -58 496 |
| TOTAL GENERAL | TTC | 7 598 944 | 12 043 000 | 8 544 000 | 4 812 000 | 3 228 325 | 36 226 269 |
| | Subventions | 4 284 765 | 3 596 083 | 2 150 750 | 1 178 750 | 620 833 | 11 831 182 |
| | Autres recettes | 754 572 | 892 000 | 592 000 | 1 572 000 | 1 572 000 | 5 382 572 |
| | FCTVA | 685 794 | 1 413 977 | 734 407 | 456 851 | 191 107 | 3 482 135 |
| | Net agglo | 1 873 814 | 6 140 940 | 5 066 843 | 1 604 399 | 844 385 | 15 530 380 |